L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

ENTREPRISES
LE P'TIT SPOT, LE MÉDIA
QUI DÉCOMPLEXIFIE L'ENTREPRENEURIAT

DOSSIER
CONTRE LE DÉSERT MÉDICAL : L'UNION SACRÉE

ART DE VIVRE
JAZZIN' CHEVERNY :
LA RENAISSANCE
D'UN FESTIVAL

ATTIRER LES JEUNES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Lire page 18-19

Gratuit **#207**
Mars / Avril 2024 édition du Loir-et-Cher

www.lepicentre.online

L'ÉPICENTRE
L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE DU VAL DE LOIRE

www.lepicentre.online

Chefs d'entreprise, commerçants, collectivités...

Vous avez besoin de communiquer sur le bassin du Val de Loire au plus près des décideurs économiques ? Vous recherchez des solutions locales pour booster votre business ou votre image, promouvoir vos actions et vos initiatives ?

3 éditions

37 | 41 | 45

30 000 exemplaires

BIMESTRIEL

L'Épicentre s'attache à retranscrire la réalité de la vie économique, sociétale et culturelle des territoires, au travers de nombreux dossiers et reportages.

Nous créons pour vous et avec vous votre plan de communication **complet** et **personnalisé** !

Contactez-nous !

Régie pub *: contact@lepicentre.online - 07 57 90 23 15*

Mars / Avril 2024
ÉDITION DU LOIR-ET-CHER
Gratuit
#207
www.lepicentre.online

Groupama Up / Espace entreprises
2 avenue de Châteaudun
CS1319 - 41013 Blois Cedex
02 54 74 30 39

PRÉSIDENT
François Delaisse

DIRECTRICE DE PUBLICATION
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
06 45 76 38 62

RELATIONS EXTÉRIEURES
Philippe Duisit
06 33 22 43 19
Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

CONTACTS COMMERCIAUX
Philippe Massicot • 06 45 76 98 51
Denis Labrune • 06 86 70 03 85

IMPRESSION
Maury Imprimeur

GRAPHISME
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

MAQUETTE
Culture Com

RÉDACTEURS
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Frédéric Fortin
Maxence Yvernault
Émilie Marmion
Camille Colloch

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION
Emmanuel Jeangirard

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.
Au capital de 10 000 euros
Siret 53804876000028
Dépôt légal & parution
ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

IMPRIM'VERT

PEFC 10-31-1282
Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

ÉDITO

« Existe-t-il pour l'homme un bien plus précieux que la santé ? », s'interrogeait Socrate en son temps. En 2024, cela reste l'une des préoccupations majeures des Français et 58 % d'entre eux considèrent que le système de santé fonctionne mal en France. Pénuries de médecins, hôpitaux surchargés, services ou établissements contraints de fermer faute de personnels… Si la France consacre aujourd'hui 11 % de son PIB aux dépenses de santé (c'est plus que ses voisins européens), force est de constater que le système, longtemps considéré comme le meilleur au monde, se délite un peu.

En région Centre-Val de Loire, la densité est de 350 praticiens pour 100 000 habitants, soit la plus basse de France, et la situation est particulièrement préoccupante en médecine générale.

Alors, les autorités locales et médicales s'emparent du sujet et s'organisent. *« La santé est une mission régalienne, mais les élus connaissent bien leurs territoires, c'est un avantage évident pour la reconstruction des territoires de santé »*, nous dit Philippe Gouet, président du conseil départemental de Loir-et-Cher, dans notre dossier consacré à la santé en Centre-Val de Loire. D'autant plus que, derrière des enjeux évidents de santé publique, se cachent aussi des stratégies d'attractivité de territoire. Pour faire venir des habitants et des travailleurs, il faut des entreprises qui les emploient. Or, pour recruter aujourd'hui, il faut pouvoir mettre en avant une certaine qualité de vie, et les candidats seront particulièrement regardants sur l'accès aux soins. Avant de s'installer, les professionnels de santé recherchent, eux aussi, une dynamique de territoire. Ainsi, les collectivités locales ont vraiment un rôle à jouer.

© Freepik

« Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir », écrivait, pour sa part, La Fontaine. Il parlait de justice, mais si l'on ne veut pas devoir appliquer l'adage à l'accès aux soins (*« Selon que vous serez parisien ou provincial, rural ou métropolitain… »*), l'enjeu est de taille et les forces en présence ne seront pas trop nombreuses pour relever le défi. Alors, comment s'unissent-elles pour faire front ? Éléments de réponse dans notre dossier du mois.

Bonne lecture,

La rédaction

SOMMAIRE

5 EN BREF

L'EXPOSITION « ELLES ENTREPRENNENT EN RURALITÉ » DE FEMMES 41 A DÉBUTÉ

6 MÉDIA

LE P'TIT SPOT, LE MÉDIA QUI DÉCOMPLEXIFIE L'ENTREPRENEURIAT

8 ACTUALITÉS

LA FÉDÉRATION DES ARTISANS BOULANGERS-PÂTISSIERS DU LOIR-ET-CHER SE RELANCE

SÉVERINE LORET, AGRICULTRICE ET ARTISANE DANS L'ÂME

18 LE MAG

FOCUS FORMATION Attirer les jeunes dans l'enseignement supérieur en région Centre-Val de Loire

L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE Èva, Talia et Pauline qui ont créé le restaurant *Mon Jardin*

FAMILY BUSINESS Les vignerons du Domaine Colin

MANAGEMENT Créer un good buzz ou réagir à un bad buzz dans son entreprise

PARCOURS Delphine Bichette, assistante virtuelle pour les petites entreprises

30 LE DOSSIER

CONTRE LE DÉSERT MÉDICAL : L'UNION SACRÉE

36 FESTIVAL

JAZZIN' CHEVERNY : LA RENAISSANCE D'UN FESTIVAL

LA SEMAINE ELLES PASSE EN QUINZAINE POUR SON ANNIVERSAIRE

38 PATRIMOINE

UN SOUFFLE DE JEUNESSE SUR LE PATRIMOINE DE BLOIS

39 GASTRONOMIE

UNE NOUVELLE AMBIANCE CARIBÉENNE AU RESTAURANT LES TISONS

© Freepik

L'exposition « Elles entreprennent en ruralité » de Femmes 41 a débuté

C'est dans la petite commune de Châtres-sur-Cher qu'a été inaugurée, samedi 17 février 2024, l'exposition itinérante « Elles entreprennent en ruralité – 12 portraits de femmes de notre territoire », proposée par l'association Femmes 41. Elle sillonnera le Loir-et-Cher pendant trois ans, pour sensibiliser à l'émancipation professionnelle des femmes.

Élus, habitants et dirigeants d'entreprises étaient réunis en février dernier pour donner le coup d'envoi de cette exposition itinérante valorisant le parcours de douze entrepreneures loir-et-chériennes, exerçant dans les campagnes. Des agricultrices, mais pas uniquement : Julie Reymond, l'entrepreneure locale de cette première étape, est une ancienne épicière ambulante sur les terres de la Sologne et de la vallée du Cher.
Ainsi, au travers de ces portraits photos et du livret qui retrace leur vie professionnelle et personnelle, l'association Femmes 41 a souhaité mettre en lumière ces femmes pour casser les stéréotypes et ouvrir la voie à celles qui n'osent pas se lancer ou qui ne s'autorisent même pas à y penser.

« Notre projet est né après une discussion avec Lisbeth Choquet, l'ancienne déléguée aux droits des femmes pour la préfecture de Loir-et-Cher. Nous réfléchissions à une exposition de femmes entrepreneures et elle nous a fait part des enjeux importants, pour les petites filles et les femmes, de leur émancipation et leur autonomie, notamment sur le plan financier. C'est ainsi que l'idée d'une exposition itinérante, diffusée au cœur des campagnes, est née », explique Francine Van Wonterghem, présidente de l'association.

Les bénévoles de la commission entrepreneuriat – pour la plupart elles-mêmes entrepreneures – ont alors élaboré le projet : prise de contact avec les structures d'accompagnement aux entreprises, recensement et choix des entrepreneures, rencontres avec ces dernières et reportages. Deux ans auront été nécessaires avant de dévoiler le résultat, très apprécié par la cinquantaine de visiteurs venus au lancement de l'exposition, à Châtres-sur-Cher.

L'exposition sera visible jusqu'au 19 avril dans les locaux de la bibliothèque, avant de partir dès le lendemain à Huisseau-sur-Cosson. Elle sillonnera ainsi chaque communauté de communes ou d'agglomération, tous les deux mois environ.

Dates et lieux d'exposition sur femmes41.com

Émilie Marmion

100% SERVICE
100% QUALITÉ
Une signature de **référence** pour tous vos projets
7/7 - 24h/24

PELLÉ ÉLECTRICITÉ
24, rue des Arches
41000 BLOIS
02 54 43 49 14
pelle-electricite.fr

CALLAC ÉLECTRICITÉ
Zac des Courtis 2 allée Ernest Nouel
41100 VENDÔME
02 54 77 66 10
callac-electricite.fr

BROUDIC PLOMBERIE
2 rue des écoles
41100 BLOIS
02 54 78 02 78
broudic-plomberie.fr

Le P'tit Spot, le média qui décomplexifie l'entrepreneuriat

Depuis l'été dernier, peut-être avez-vous vu sur les réseaux sociaux les clips du « P'tit Spot » ? Ils diffusent des informations sur la création d'entreprise avec, parfois, une tonalité à l'humour décalé, qui a trouvé son public. Ses deux concepteurs, Antoine Soufiane et Thomas Mahé, nous en disent plus.

Qu'est-ce qui vous a motivés à lancer Le P'tit Spot ?
A. S. : *En tant que conseiller à la création d'entreprise, j'ai pu constater que l'information délivrée provenait essentiellement d'écrits, pas facilement accessibles et pas toujours compréhensibles pour tous. En parallèle, je m'intéressais aux formats vidéo, mais, là aussi, on était souvent sur des formats longs et lourds. Pour les capsules plus courtes, beaucoup de termes anglo-saxons sont employés.*
T. M. : *Et moi, en tant que producteur audiovisuel, j'avais le sentiment que beaucoup de formats se ressemblaient, que rien ne sortait vraiment du lot sur le style de montage ou sur la tonalité. Cela fait plus de cinq ans que l'on se connaît avec Antoine, par le biais du Lab Agglopolys, et nous avions depuis longtemps envie de faire quelque chose ensemble pour mutualiser nos compétences.*

Pourquoi avoir choisi l'humour pour démarrer ?
A. S. : *Parce qu'on aime le théâtre, on est des comédiens avant tout, nous ! [rires] Non, plus sérieusement, c'était pour montrer qu'on pouvait diffuser des contenus qualitatifs avec un style différent. Même si les talents de Thomas, qui est un ex-Youtubeur, nous ont bien aidés !*
T. M. : *C'est vrai que nous avions envie de faire ressortir nos caractères : drôles et décontractés. On souhaite que Le P'tit Spot soit à notre image. Que les vidéos entrepreneuriales soient accessibles au grand public, en donnant des repères de base avant de s'orienter vers des structures d'accompagnement. La vidéo, c'est le premier pas pour décomplexifier l'entrepreneuriat.*

Le P'tit Spot est-il un média uniquement dédié à l'entrepreneuriat ?
A. S. : *Non, justement, c'est une partie de notre activité. Nous allons continuer à l'enrichir au travers d'émissions et de témoignages. L'idée est de prendre de la hauteur sur ce qu'est l'acte d'entreprendre, en France et ailleurs.*
T. M. : *En ce qui concerne l'autre partie de notre activité, nous proposons la réalisation de films d'entreprises ou de vidéos informatives pour les collectivités. Bien sûr, avec notre touche d'originalité, en proposant des formats et des styles différents. Nous souhaitons axer davantage sur le reportage. Le but, c'est d'avoir moins de plans statiques du dirigeant ou du salarié hyper stressé à l'idée de parler, ça gâche la communication. En passant par un présentateur ou en ajoutant une mise en situation avec des acteurs, on rend tout de suite le message plus impactant.*

© Émilie Marmion

Thomas Mahé et Antoine Soufiane du P'tit Spot.

Avec toujours de l'humour et un ton décalé ?
A. S. : *Non, pas forcément, on peut proposer un scénario tout à fait sérieux, mais avec plus d'interactivité si on capte des situations naturelles. Par exemple, nous sommes en train de tourner un clip pour une entreprise du bâtiment où l'on introduit ses services par une mise en situation qui permet immédiatement au public de s'y plonger.*
T. M. : *On sait aussi faire des choses plus conventionnelles, comme nous venons de le faire pour une collectivité à propos de la gestion des eaux pluviales. J'ai mixé plusieurs styles pour apporter un peu plus de modernité à la présentation.*

En savoir plus :
Retrouvez Le P'tit Spot sur LinkedIn et YouTube
Pour les joindre : **contact.leptitspot@gmail.com**
06 12 37 02 66

Propos recueillis par Émilie Marmion

Une année pleine de projets et d'entrain à la JCE de Blois-Vendôme

Membres, sympathisants, partenaires et anciens membres, le public était nombreux à assister à la cérémonie des vœux 2024 de la Jeune chambre économique (JCE) de Blois-Vendôme. L'occasion pour tous de mesurer la renaissance de l'association, avec une équipe dynamique qui continue de s'agrandir, et de nombreux projets en cours et à venir.

C'est la voix quelque peu chargée d'émotion que Kévin Chevalier, le tout nouveau président de la Jeune chambre économique, a pris la parole pour ouvrir la soirée. Il a rappelé les principes de ce mouvement citoyen, qui a pour objectif d'accompagner des jeunes à devenir des leaders en s'investissant dans des projets de la cité. « *Prenez du plaisir dans votre engagement associatif. Prenez-le comme un terrain de jeux, d'expérimentation et d'opportunité. Bâtissons les changements positifs que nous voulons voir dans la société* », a-t-il souhaité lors de ses vœux.
Passée de sept membres au début de l'année 2022, l'association s'est redynamisée pour atteindre presque vingt adhérents en 2023. Aurélie Branjauneau, la présidente sortante, s'est félicitée de cette progression, tout en donnant quelques indices sur les secrets de leur popularité : « *Notre événement, le vingtième jour du mois, plaît bien.* » En effet, le concept de découvrir et de déguster, chaque vingtième jour du mois, un vin d'un vigneron local dans un bar du centre-ville de Blois a séduit et leur a permis de capter de nouveaux adhérents, dans une ambiance conviviale et détendue qui permet de casser les barrières.

© Émilie Marmion

Les membres du bureau de la JCE Blois Vendôme.

Parmi les actions menées, une autre a fait mouche, celle de l'organisation de la conférence Climat'optimiste, portant sur les regards croisés d'un aventurier et d'une glaciologue face au changement climatique. Ce projet, comme celui de Croc'ta ville, a d'ailleurs reçu plusieurs prix en 2023. De quoi encourager les membres à poursuivre leurs actions et à mettre en place d'autres projets ambitieux, présentés par Kévin Chevalier et les responsables des groupes de travail. Parmi les nouveautés, on retiendra la démarche Envie'trine en cours de déploiement, qui vise à afficher un flash code géant sur les vitrines des commerces fermés du centre-ville de Blois. L'idée étant de récolter les avis des habitants sur le type de commerce qu'ils aimeraient trouver, et aider les agences immobilières à orienter leurs clients en conséquence. Un projet participatif et utile pour tous les citoyens, qui a su ravir le public présent à cette cérémonie des vœux.

Émilie Marmion

cpme41 LOIR-ET-CHER

La CPME a organisé les premières

RENCONTRES ÉCONOMIQUES DU LOIR-ET-CHER

L'objectif ?

Trouver des **solutions** aux **enjeux économiques du territoire** en réunissant la sphère économique, politique, institutionnelle et les représentant des TPE-PME

Les thèmes de cette 1ère édition ?

SIMPLIFICATION NORMATIVE
SOLIDARITÉS & DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

TABLES RONDES ÉCHANGES DÉBATS TÉMOIGNAGES

Nos propositions :

- Expérimenter le **test PME**
- Lancer une enquête de terrain massive pour identifier les **problématiques réelles** de nos entreprises
- Les 80 mesures de simplification portées par la CPME téléchargeable via le QR CODE ci-dessus

CPME DE LOIR-ET-CHER - 16 rue de la Vallée Maillard 41000 BLOIS - 02.54.56.06.06

La fédération des artisans boulangers-pâtissiers du Loir-et-Cher se relance

En octobre dernier, Christelle Detrait, accompagnée d'une poignée de ses confrères artisans boulangers-pâtissiers, ont repris l'antenne loir-et-chérienne de la fédération départementale.

« Nous avons eu besoin de nous rassembler pour parler de nos difficultés, d'abord pendant la période COVID, puis lorsque la crise énergétique nous a touchés de plein fouet. Nous nous sommes rendu compte que c'était difficile de peser et de faire remonter nos problématiques au niveau national sans représentant départemental, alors je me suis dit "il faut faire quelque chose" », témoigne-t-elle. En effet, la fédération était tombée en sommeil après le départ en retraite de Jacky Otto-Bruc, l'ancien président, qui a longtemps œuvré pour la profession.

« J'en ai parlé à mon mari et à quelques collègues qui étaient aussi intéressés. Ça me tenait à cœur de remonter la fédération départementale pour défendre les intérêts des artisans boulangers-pâtissiers et être leur porte-parole », explique Christelle Detrait. C'est ainsi qu'en fin d'année 2023, elle est devenue la première femme présidente de la fédération départementale des artisans boulangers-pâtissiers de Loir-et-Cher.

À bientôt 38 ans, la patronne du Fournil de Lola, qu'elle gère avec son mari Jean-Pascal, compagnon boulanger, est aujourd'hui à la tête de deux établissements à Blois (avenues Foch et Wilson). Tous deux sont animés par la passion des produits bons et sains pour la santé. Leur gamme est donc à leur image : respectueuse des bases dans la tradition ancestrale (levain naturel), tout en apportant leur touche de jeunesse.

Alors cet engagement, c'est aussi pour montrer l'exemple et valoriser tous les métiers de la profession : *« Tenir un commerce, ce n'est pas que maîtriser un savoir-faire ! La gestion financière, le management, le commercial sont essentiels pour la durabilité de l'entreprise. Trop longtemps, la femme du boulanger a été laissée dans l'ombre, car on pensait que, hormis la vente, elle ne faisait pas grand-chose. J'ai envie de changer cette image. »*
Soucieuse des autres et dynamique, Christelle entend bien redynamiser, avec l'aide de son équipe, la fédération départementale, grâce à plusieurs projets en vue : *« D'abord, nous allons reprendre la gestion des concours, et ça commence dès le mois de mars par l'élection de la meilleure baguette tradition et du pain de campagne. Ensuite, nous souhaitons mettre l'accent sur les labels de qualité et la valorisation des métiers, notamment auprès des jeunes. Et bien sûr, l'objectif premier est de rassembler un maximum de boulangers-pâtissiers pour faire valoir nos intérêts au niveau national. »* Des ambitions claires, simples et précises, à l'image de la nouvelle présidente.

Les nouveaux membres du bureau de la fédération des artisans boulangers-pâtissiers du Loir-et-Cher

> *« Tenir un commerce, ce n'est pas que maîtriser un savoir-faire ! »*

Contact : fedeboulangers41@gmail.com

Émilie Marmion

Membres du bureau :

Nicolas Boulay (Maison Boulay Parisse), Trésorier
Olivier Grimaud (les Gourmandises d'Olivier), Secrétaire
Christelle Detrait (Le Fournil de Lola), Présidente
Cyril Gaudin (Boulangerie Gaudin), Vice Président
David Herbault (Boulangerie du Dolmen), Vice Trésorier.

Séverine Loret, agricultrice et artisane dans l'âme

À Vouzon (41), Séverine Loret a créé en 2013 Petite fouine, une autoentreprise spécialisée dans la création textile pour les adultes, les enfants et la décoration. À 48 ans, elle est également à la tête de l'élevage du Parc de la Boucardière, un élevage de chats de race British Shorthair. Portrait d'une cheffe d'entreprise à la double casquette.

Autodidacte, Séverine Loret crée des accessoires couture pour adultes et enfants, du patron à la confection. Elle propose des pièces colorées, faciles à entretenir, uniques ou en petites séries. Elle s'adapte aux envies et aux besoins de ses clients, avec trois gammes de créations : classique, en véritable Liberty of London ; fonctionnel, en coton enduit imperméable et durable dans le temps ; et décalé, en tissu vintage. Le coton qu'elle utilise vient d'Angleterre.
Les particuliers représentent 80 % de sa clientèle, tandis que 20 % sont des professionnels qui revendent ses produits dans leurs boutiques. Cette part de revendeurs augmente depuis plusieurs années. Cette clientèle est plus intéressante car elle achète en plus grosse quantité. Côté particuliers, Séverine expose souvent ses produits au Domaine de Chambord, de Cheverny, ou encore au Festival de Loire.

Deux métiers passions

L'artisanat et l'élevage sont pour Séverine deux activités passions. « *Le travail doit rester une passion*, explique-t-elle. *Je gère mes deux activités de la même façon, mais je suis assez organisée. J'essaye de cloisonner entre mes deux activités. J'ai deux gestions comptables différentes, par exemple.* »
Ancienne assistante vétérinaire et ancienne employée dans une animalerie, Séverine élève des chats depuis plus de vingt-cinq ans. Depuis deux ans, elle les vend uniquement aux particuliers. Aujourd'hui, cette activité est « *hyper professionnelle, hyper surveillée* », explique-t-elle. L'éleveuse possède une nurserie, une chatterie, mais pas de couveuse. Les naissances de chatons commencent généralement en avril. Elle possède actuellement six chats, un mâle et cinq femelles, et en a possédé jusqu'à neuf en même temps.

https://www.petitefouine.fr/index.php
https://elevageduparcdelaboucardiere.fr

Maxence Yvernault

PRÊT IMMOBILIER

LE CRÉDIT AGRICOLE FINANCE L'ACHAT DE PLUS D'UN LOGEMENT SUR QUATRE EN FRANCE MÊME EN CE MOMENT

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

Document à caractère publicitaire.
Part de marché du Crédit Agricole sur les Prêts Immobiliers aux particuliers, source Banque de France, septembre 2023.
Sous réserve d'acceptation de votre dossier de prêt immobilier par votre Caisse régionale de Crédit Agricole, prêteur. Vous disposez d'un délai de réflexion de 10 jours pour accepter l'offre de prêt. La vente est subordonnée à l'obtention du prêt. S'il n'est pas obtenu, le vendeur doit vous rembourser les sommes versées.
01/2024 – 4631 – Édité par Crédit Agricole S.A., agréé en tant qu'établissement de crédit – Siège social : 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex – Capital social : 9 077 707 050 € – 784 608 416 RCS Nanterre. Crédit photo : Yann Stofer. BETC

EBEO Développement : faciliter le quotidien des entrepreneurs

De nos jours, une entreprise peut avoir tout intérêt à se faire accompagner et conseiller dans son bon fonctionnement. Éric Benoist apporte une réponse à ce besoin grâce à son entreprise EBEO Développement.

Fils d'artisan, Éric Benoist a grandi dans le monde de l'entrepreneuriat. Il a d'abord travaillé au Crédit agricole, puis à la Banque populaire et, enfin, au CIC. C'est dans le secteur bancaire qu'il a commencé à conseiller et accompagner les chefs d'entreprise dans la réalisation de leurs projets, tout en entretenant avec eux un lien de proximité. Mais l'envie d'entreprendre ne l'a jamais quitté. Il saute alors le pas en créant son entreprise EBEO Développement en octobre 2021. Grâce à elle, il conseille et accompagne les chefs d'entreprise dans leur quotidien.

Un copilote du chef d'entreprise

EBEO Développement se positionne aux côtés du dirigeant d'entreprise et est organisée en trois pôles de services essentiels à la vie de l'entreprise : un pôle accompagnement commercial, qui vise à améliorer l'action commerciale avec le souhait de développer le chiffre d'affaires du client ; un pôle conseil financier, dont l'objectif est de mettre en place des outils de pilotage afin de les utiliser pour prendre les bonnes décisions (par exemple, le seul suivi du chiffre d'affaires n'est pas suffisant s'il n'est pas accompagné d'un suivi des marges et au final de la rentabilité) ; et un pôle recherche de financements.

Le conseiller se voit comme un copilote du chef d'entreprise. Transmettre, anticiper, améliorer, optimiser, organiser, développer sont ses maîtres mots. Il entend faire gagner du temps et de l'argent à ses clients, être à leur écoute, leur apporter un regard extérieur, rompre leur solitude et coconstruire avec eux leurs projets.

> *« Les entreprises ont moins de visibilité sur l'avenir »*
>
> *Éric Benoist*

Accompagner à court et long terme

Éric Benoist accompagne également les entreprises à court terme dans la gestion de leur trésorerie et à long terme dans leurs choix d'investissements. Selon lui, *« il faut savoir aider ceux qui vont bien et aussi ceux qui vont moins bien. La crise est passée par là. Les entreprises ont moins de visibilité sur l'avenir. Leur trésorerie est donc plus impactée. »*

L'entrepreneur accompagne les TPE et PME en région Centre-Val de Loire. Les secteurs d'activités sont différents selon les départements. *« Le Loir-et-Cher est, quant à lui, plus industriel,* explique-t-il. *Les entreprises historiques sont toujours là et il y a beaucoup de créations d'entreprises. C'est un département dynamique, mais il faut s'en occuper pour qu'il le reste. »* Voilà les missions que ce conseiller en gestion d'entreprises a décidé de mener à bien.

EBEO Développement :
58 rue René-Lefèvre, 41000 Blois
Tél. 06 62 30 58 22

e.benoist@ebeo-dev.fr
www.ebeo-dev.fr

Dix ans de banque publique d'investissement en région

Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, était en région Centre-Val de Loire à l'occasion du dixième anniversaire de la banque publique. Avec le président de région François Bonneau, ils ont redit les liens essentiels qui unissent leurs institutions au service du développement économique et environnemental.

François Bonneau donne le ton : *La région s'implique pour le développement économique et BPI[1] est essentielle à ses côtés. Plus les années passent, plus l'articulation entre les initiatives privées et publiques est gage de réussites.*

Nicolas Dufourcq : *C'est naturel, BPI s'inscrit dans le schéma de développement régional, et met pour cela sa boîte à outils à la disposition de l'économie locale. Crédit, prêts d'honneur, investissements en fonds propres, garantie export… Tout cela pour le financement de l'innovation (multiplié par dix en dix ans) et de l'accompagnement à la création d'entreprises, ce qui n'existait pas il y a treize ans.*

En dix ans, BPI a mobilisé 215 millions d'euros de financements, soutenu 20 000 entreprises en Centre-Val de Loire, et maintenu 170 000 emplois. BPI s'est aussi fait un nouveau métier de conseil et d'accompagnement des entrepreneurs. En 2023, elle a mené près de 6 000 missions de conseil en France et créé plus de cent programmes-écoles (des accélérateurs), suivis à chaque édition par une trentaine de dirigeants qui travaillent ensemble. Le dernier en date est Accél'Transitions, l'accélérateur de transition énergétique, monté conjointement avec l'ADEME (lire l'article par ailleurs).

C'est l'accompagnement qui nous rapproche le plus. Ensemble, on cofinance la création, la garantie, l'innovation et la transition.

F. Bonneau : *Oui, et grâce à Dev'Up, notre agence de développement économique, nous sommes très présents sur le territoire avec 400 opérateurs, agents consulaires et d'intercommunalités, qui sont autant de développeurs de la région.*
Lorsqu'ils parlent de BPI et de ses outils, on a une très bonne couverture. L'émergence du club ETI, de la French Tech et de French Fab en sont de bons exemples.

Harold Huwart[2] : *BPI est une banque d'État au service des territoires, capable d'en accepter les particularités et de se fondre dans les dispositifs existants. La réussite est liée à la confiance de BPI, y compris quand les banques traditionnelles ne suivent pas.*
Baudin Châteauneuf, dans le Loiret, en est un exemple. Spécialiste des structures métalliques de type Eiffel, sans doute parmi les meilleures du monde, l'entreprise n'a longtemps travaillé qu'en France. Après avoir passé dix-huit mois dans l'accélérateur CAP export[3], elle se développe magnifiquement, tirée notamment par l'export.
BPI France est aussi une forme de sécurité pour protéger nos entreprises dans les coups durs et dans les tentatives de rachat par des groupes étrangers. À Nogent-le-Rotrou, BPI a sans doute assuré la pérennité de l'usine Valéo.

Nicolas Dufourcq, directeur général de BPi France, et François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire.

F. Bonneau : *J'ajoute la réactivité. 95 % des décisions sont prises en région, jamais un dossier n'est bloqué à Paris.*

N. Dufourcq : *Il est vrai qu'on ne se pose pas les questions durant des mois. On sait prendre des risques, et ce, grâce à la confiance et à l'extrême fluidité avec vos équipes.*

F. Bonneau : *Le circuit court de décision est central pour la réussite. La première des simplifications consiste à donner aux acteurs de terrain le niveau de responsabilité et de partenariat pour cela.*

N. Dufourcq : *Ce partenariat continuera, soyez-en sûrs. Si la désindustrialisation est due à la solitude, nous sommes la banque anti-solitude.*

1. BPI (Banque publique d'investissement) a deux agences, à Tours et Orléans, avec 40 collaborateurs.

2. Harold Huwart, 4e vice-président de la région, délégué à l'économie, au tourisme et à l'Europe, est aussi membre du conseil d'administration de Bpifrance.

3. CAP : Contrat d'appui aux projets.

Stéphane De Laage

Un doyen à la présidence du CESER

L'universitaire Pierre Allorant succède au chef d'entreprise Éric Chevée à la présidence du CESER, Conseil économique social et environnemental de la région Centre-Val de Loire.

Il n'a pas de racines en région Centre-Val de Loire, et s'en excuserait presque. Son père était interne des hôpitaux de Paris, et c'est naturellement à une heure de Paris que la petite famille est venue s'installer. Pierre Allorant naît à Orléans en septembre 1962.
Un bac scientifique en poche, il pouvait être instit, pédiatre ou faire Sciences-po. Mais sa passion pour l'histoire le guide vers l'agrégation. Prof en collège, puis en lycée et à l'université, il défendra une thèse sur *« le corps préfectoral et les municipalités dans les départements de la Loire moyenne au XIXe siècle »*. Le sujet est robuste, mais fait référence à un grand-père autrefois préfet et qui connut Jean Zay.
Fervent disciple de cet homme politique de référence, Pierre Allorant a présidé le cercle Jean Zay jusqu'en juillet 2023, et préside désormais l'Association des amis de Jean Zay*.
Ancien vice-président de l'université d'Orléans, doyen de la faculté de droit, économie et gestion, c'est au titre de l'université qu'il siège au CESER depuis dix ans. Il en devient le premier vice-président en 2018. *« Le CESER a ceci de passionnant qu'il traite de tous les sujets, dès lors qu'ils éclairent et facilitent les décisions du conseil régional. »*

L'universitaire Pierre Allorant .

> *« Le CESER est politique, mais ne fait pas de politique partisane »*

Il va falloir communiquer
Quand on lui dit que cette institution vit dans l'ombre du conseil régional et manque de notoriété, le nouveau président ne s'en offusque pas et reconnaît qu'il y a un travail à mener. *« Nos vecteurs de communication sont les conseils départementaux, les maires et les institutions du territoire »*.
À la question : le CESER est-il politique ? Sa réponse est *« oui pour les avis et rapports qu'il produit, mais il ne fait pas de politique partisane. Sous la conduite de mon prédécesseur Éric Chevée, de belles initiatives ont été appuyées et validées. C'est le cas de la faculté de médecine à Orléans, de l'école des relations du travail, ou encore des assises de l'eau »*.
Pierre Allorant veut mener quelques réformes au sein des CESER de France, notamment pour modifier le statut des conseillers, qui ont certes des indemnités mais pas de droit à la retraite. *« Quant à la parité, je m'inscris dans la suite d'Éric Chevée, et insisterai pour que les femmes qui siègent puissent œuvrer tout en élevant leurs enfants. »* Il est de notoriété publique que l'actuel CESER travaille bien avec François Bonneau, président du conseil régional. Pierre Allorant souhaite renforcer les liens entre les vice-présidents des deux institutions et responsables de groupes.

Écrivain prolixe
On se demande comment cet homme déjà pressé va pouvoir mener toutes ses missions de front et continuer d'écrire (il a publié une quarantaine d'ouvrages).
« J'écris vite, dit-il, *y compris dans le tram, mais aussi durant les week-ends et les vacances. J'ai fait ma thèse entre deux biberons ! Il me tient à cœur de continuer le projet de l'installation de la nouvelle fac de droit sur le site Madeleine à Orléans. »* Pierre Allorant devrait terminer son second mandat de doyen en 2026, pour se consacrer pleinement à sa motivation première qu'est la gestion de la chose publique. À 62 ans, il siège désormais au perchoir de l'hémicycle Jean Zay, en l'hôtel de région.

** Il succède à son ami académicien Pascal Ory, qui préfacera le « Jean Zay » que publiera Pierre Allorant au mois de mai (Éd. Bouquins) avec l'historien Olivier Loubes.*

Stéphane de Laage

Agglopolys
Communauté d'agglomération de Blois

Le Lab, pôle d'entreprises d'Agglopolys, un lieu toujours prisé pour se lancer

Sept ans après son ouverture, le Lab, espace dédié à l'hébergement et à l'accompagnement des créateurs d'entreprises, poursuit son développement. Au début de l'année, une nouvelle responsable a été recrutée pour gérer et animer le lieu.

Véritable couteau suisse de l'entrepreneuriat, le Lab d'Agglopolys, situé à Blois, rassemble plusieurs services d'aide à la création et au développement des entreprises. Avant tout un lieu d'hébergement, il offre une cinquantaine de bureaux et une quinzaine d'ateliers à la location. Si aujourd'hui, fort de son succès, l'hôtel d'entreprises affiche complet, d'autres espaces de travail sont disponibles pour celles et ceux qui entreprennent. C'est le cas de l'espace de coworking et des salles de réunions, lieux très prisés pour leur flexibilité et leur facilité d'usage. Les installations récentes des cabines acoustiques dans l'open space ont ainsi permis de fidéliser les coworkeurs, plus enclins à prendre un bref appel ou à assister à une visioconférence d'une heure.

Autre solution d'hébergement possible, la pépinière d'entreprises, dédiée aux jeunes créateurs, dans laquelle plusieurs bureaux se sont libérés. En effet, ce dispositif, qui permet de louer un bureau ou un atelier à prix modéré et évolutif, est conventionné pour une période de 3 ans. Durée pendant laquelle les « pépins » bénéficient également d'un accompagnement au développement de leur entreprise par un conseiller de BGE Terres de Loire (opérateur missionné pour l'animation du Lab). Les jeunes dirigeants disposent aussi de plusieurs formations et de mentoring de professionnels (avocat d'affaires, expert-comptable, conseiller en gestion de patrimoine). À noter également, les rencontres thématiques mensuelles, ouvertes à tout public et très appréciées pour développer son réseau professionnel et ses compétences. *« La phase de démarrage d'une entreprise est fondamentale, même si on a l'envie, parfois cela ne suffit pas ! Il est nécessaire de bien travailler son modèle économique. Au Lab, nous mettons à disposition tous les services possibles pour accompagner les entrepreneurs »*, affirme Christophe Degruelle, président d'Agglopolys, la Communauté d'agglomération de Blois. Facilitateur, le service développement économique d'Agglopolys se tient à disposition de toutes les entreprises pour les aiguiller dans leurs recherches de foncier et d'immobilier sur l'agglomération, ou tout simplement pour les mettre en lien avec les bonnes structures (aides au développement, à l'innovation, etc.).

« Maintenant que Le Lab a trouvé sa place à Blois, il est reconnu comme un lieu ressource. C'est un pilier sur lequel nous pourrons nous appuyer en complémentarité du futur lieu d'innovation de la cantine Poulain », conclut Christophe Degruelle.

Margueritte Sitthy, nouvelle responsable du pôle d'entreprises

« Quand j'ai vu l'annonce du poste, je me suis immédiatement reconnue dans sa description ! Après plus de 11 ans en tant que bijoutière-joaillière indépendante, j'avais envie de sortir de ma boutique et de faire autre chose. L'idée de mettre à profit mon expérience d'entrepreneure pour les autres me plaît. Ce qui m'a attirée, c'est le lieu, l'état d'esprit et la diversité des profils qui y travaillent. D'ailleurs, pour la petite anecdote, c'est le Lab qui m'a incitée à m'installer à Blois en 2017, j'y ai vu un dynamisme économique de la ville. »

Services, tarifs, contacts, RDV sur lelab.fr et au 02 54 74 77 21

Human Tech Days, le digital est en marche

Le salon professionnel Business Connect Day s'est tenu le 8 février à Tours. Il ouvrait la nouvelle édition des Human Tech Days, saison d'événements dédiés à l'activité digitale en région Centre-Val de Loire.

Pour s'informer, créer, consommer, produire et communiquer, le numérique est partout, s'inscrit dans notre quotidien et transforme notre vie. Pour la seule région Centre-Val de Loire, les activités numériques représentent 25 000 emplois, salariés ou non, 10 000 entreprises et start-up. Le digital au sens large, génère près de 2 millions d'euros de valeur ajoutée. La région en a donc fait un cheval de bataille et soigne tout particulièrement les entreprises d'un secteur qui ne cesse de grandir. Elle veut en accompagner cette année 2 000 dans leur transition.
Pour cela, le programme « Human Tech Days », conçu et animé par Dev'Up, l'agence de développement économique de la région, se déroule en plusieurs étapes entre les mois de février et de juin. En ouverture de l'édition 2024, s'est déroulé à Tours le 8 février la journée Business Connect Day, première du nom, vaste salon professionnel auquel se sont retrouvés une centaine d'exposants, intéressés par le développement digital des entreprises, les stratégies adossées au numérique, la cybersécurité, la domotique, ou la gestion de données.
À en juger par le nombre de visiteurs, l'engouement est évident, tant pour comprendre et identifier les besoins des entreprises, que pour capter de nouveaux marchés, faire connaître et découvrir de nouveaux matériels, sécuriser ses actions, envisager les formations professionnelles.

Le salon professionnel de Tours Business Connect Day a ouvert la saison digitale en région.

> *« Il faut aller chercher les plus éloignés et développer des outils à leur attention »*
>
> *François Bonneau*

Le numérique responsable
Cette année, la région veut, en plus, faire du numérique une activité écologiquement responsable, qui soit inclusive pour les personnes âgées, celles éloignées de l'emploi ou handicapées. « *Être solidaire et innovant n'est pas une option*, martèle le président de la région, François Bonneau. *Il faut aller chercher les plus éloignés et développer des outils à leur intention.* » Le 16 avril prochain se tiendront à Orléans les assises du numérique responsable.
Au total, plus de 200 événements labellisés se dérouleront dans les six départements, pour apprendre à apprivoiser les outils et construire notre société numérique.

Stéphane de Laage

Les partenaires institutionnels et entreprises.

« Capitale French Tech »

La French Tech-VdL a obtenu la labellisation de « *Capitale French Tech* ». Cela lui permettra de développer de nouveaux programmes nationaux. French Tech Central notamment, qui facilite l'accès des start-up aux principaux services publics dans leur territoire, avec des référents dans les grandes administrations. Le programme #JeChoisisLaFrenchTech promeut les solutions françaises auprès des collectivités, avec l'objectif de doubler la commande d'ici 2027. « *Il s'agit de montrer que l'on peut acheter des solutions françaises aussi performantes que les américaines* », explique Julien Dargaisse.

La Boîte d'à côté, un concept unique

Entreprise à but d'emploi située à Bléré (37), La Boîte d'à côté est engagée dans l'expérimentation nationale Territoire zéro chômeur longue durée. Zoom sur ce concept.

En 2016, la loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée fut promulguée, et dix territoires nationaux habilités. En 2020, l'expérimentation fut prolongée pour cinq ans et élargie à cinquante nouveaux territoires, dont celui de Bléré-Val de Cher. « *Une entreprise à but d'emploi (EBE) à Bléré baptisée ''La Boîte d'à côté'' est créée pour développer des emplois durables et lutter contre le chômage,* précise son directeur Thierry Petonnet. *Nul n'est inemployable. Des chômeurs veulent travailler, mais on ne veut pas les embaucher. Parallèlement, il y a des choses à faire sur le territoire.* » Alors, avec ses 45 collaborateurs (en CDI dès le premier jour), l'EBE a réalisé en quinze mois d'activité un chiffre d'affaires de 150 K €, « *significatif pour ce secteur dont l'objectif premier n'est pas la rentabilité. Nos trois pôles d'activités (ressourcerie, végétal et conciergerie) sont soumis à une règle de non concurrence. Nous allons là où les autres ne vont pas, comme peindre une seule porte dans un restaurant.* »

Les demandes d'entreprises

Des entreprises locales font appel à cette EBE, comme La Poste.

Thierry Petonnet, dans les locaux de La Boîte d'à côté, à Bléré.

« *Nous démantelons pour eux des anciens casiers à courrier issus de tous les centres de tri de la région. Nous trions le métal et le plastique.* »

Distingué au « *Top entreprises 37* » pour sa stratégie RH, le directeur insiste sur le côté « *entreprise pas comme les autres. Nos salariés peuvent postuler ailleurs. Pendant leur période d'essai, on suspend leur contrat. Si ça marche, ils démissionnent, et sinon, zéro prise de risque. Nous les formons le plus possible pour qu'ils soient facilement identifiables par les entreprises et qu'ils se rendent compte qu'ils peuvent travailler. La moitié de nos véhicules sont sans permis, permettant ainsi à chacun de travailler.* »

www.laboitedacote.fr

Camille Colloch

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

TOYOTA STA 41

11, rue des Guignières
41000 Blois
02 54 20 07 09
www.toyota-blois.fr

6, Av. Georges Pompidou
41200 Romorantin-Lanthenay
02 54 95 77 52

GROUPE bernier

Le bâtiment tire la « cloche » d'alarme

Ce n'est plus une sonnette, mais un glas qu'agite la FFB. Le bâtiment sonne l'alerte et presque l'agonie pour un secteur qui souffre et qui semble pourtant avoir les solutions à ses difficultés. Mais l'État reste quasiment sourd à ce carillon qui, pourtant, résonne fort à Bercy. Le 14 mars se tenaient à Orléans les « assises du bâtiment », pour évoquer cette crise.

Si la France est en esprit olympique, eu égard à Paris 2024, force est de constater que bon nombre de secteurs industriels ne sont pas de cet avis. Celui du bâtiment n'échappe pas à la règle. « *Ça ne va pas très bien*, concédait Erwan Croixmarie, président de la FFB (Fédération française du bâtiment) du Loiret. *De tels chiffres pour le secteur du logement n'ont pas été vus depuis trente ans. Avec - 27 % de mises en chantier, plus qu'un coup de frein, c'est un coup d'arrêt.* »
De l'avis même de la Fédération nationale du bâtiment, « *la politique du logement est incompréhensible* ». C'est clairement ce que dit Loïc Chapeaux, le directeur des affaires économiques de la FFB nationale, qui redonne quelques éléments de contexte pour 2024. Tout n'est pas négatif : un reflux de l'inflation à 2,5 %, contre 4,9 % en 2023, l'érosion des taux d'intérêt, et une petite baisse des crédits immobiliers. Mais en contrepoint, sans doute un ralentissement de la croissance à 0,4 % en volume, accompagné d'une remontée du chômage à 7,6 %. « *Rappelons*, dit-il, *l'entrée en application du ZAN [dispositif Zéro artificialisation nette des sols, ndlr], avec les incidences directes évidentes : diminution du nombre de zones constructibles, et donc une augmentation du prix du foncier. Par ailleurs, la quasi-stabilisation des prix des matériaux ne couvre pas le coût du travail, qui a augmenté.* »

Loïc Chapeaux, le directeur des affaires économiques de la FFB : « *La politique du logement est incompréhensible.* »

Erwan Croixmarie, président de la FFB du Loiret : « *Plus qu'un coup de frein, c'est un coup d'arrêt.* »

Le neuf en berne, la réno va mieux

Dans tout cela, le logement neuf, qui représente 30 % de l'activité du bâtiment, focalise toutes les inquiétudes. On constate en effet la diminution de 30 % des mises en chantier partout en France, et une baisse de près de 20 % du nombre de dépôts de permis de construire. « *287 000 logements ont été mis en chantier en France en 2023, c'est très faible, et on va continuer de creuser le trou du logement en 2024. Si rien n'est fait, on passera en dessous des 250 000 logements, un chiffre historiquement bas* ». Social ou privé, à la campagne ou en métropole, tout le monde est à la même enseigne. Un segment redécolle toutefois, la commande publique locale, notamment pour l'amélioration et l'entretien des locaux publics, qui compte désormais pour 54 % de l'activité du bâtiment ; en phase d'accélération.
Ajoutons que « *Ma prime adapt* » et les audits de performance énergétique se mettent en place, ainsi que le plan ÉduRénov, pour la rénovation des écoles.
Malgré tout, la FFB prévoit que le bâtiment entrera en récession en 2024, entraînant la perte de 90 000 emplois en France.
« *Ce qui plombe l'évolution du PIB*, poursuit Loïc Chapeaux, *c'est l'investissement des ménages ; en clair, la construction et l'entretien des logements. Bercy constate évidemment que les rentrées fiscales (IS et TVA) sont plus faibles que prévu. Or, la consommation des ménages demeure. La crise du neuf risque à terme de plomber les finances publiques, que l'on chiffre en dizaines de milliards d'euros.* »
La FFB demande donc clairement le rétablissement du prêt à taux zéro sur l'ensemble du territoire (un dispositif d'aide aux primo-accédants, qui, à défaut, restent locataires).
La FFB plaide aussi le retour au dispositif Pinel pour l'investissement locatif privé, et la simplification drastique de Ma Prime Rénov. « *Elle est annoncée par Gabriel Attal*, observe Loïc Chapeaux, *acceptons-en l'augure.* »

Stéphane de Laage

L'emploi et l'inclusion au cœur de la soirée Telmah

Les équipes du Café Joyeux de Tours sont venues avec leurs sourires et leur bonne humeur à la soirée Telmah pour aborder le thème de l'emploi et de l'inclusion des jeunes en situation de handicap.

Lors de la soirée du 25 janvier au lycée hôtelier de Blois, Paul Seignolle, président de Telmah (fonds de dotation pour le soutien à la pratique du handisport en Loir-et-Cher), a ouvert la conférence avec un message fort, inspiré par la chaîne des Cafés Joyeux : « *servi avec le cœur* ». Cette entreprise, reconnue pour son engagement en faveur de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, a offert une perspective enrichissante sur ce que signifie vraiment l'inclusion.
Sur la scène, Thomas, équipier stagiaire au Café Joyeux de Tours, partage son enthousiasme pour son travail : « *Je suis serveur, tout me plaît dans ce travail, mettre en place, prendre les commandes, servir…* » Cloé, un peu plus réservée, indique aimer être à la caisse. Julie, assistante manager, les accompagne quotidiennement dans leurs missions. Au Café Joyeux de Tours, ils sont quatre encadrants comme Julie pour huit personnes atteintes de handicap et troubles mentaux, et tous sont formés pour être autonomes et polyvalents. Nathalie Le Prat, capitaine des Cafés Joyeux, rappelle que, derrière cette belle aventure humaine, l'exigence de performance reste de mise. L'objectif ? Prouver qu'une entreprise inclusive peut aussi être rentable, brisant ainsi les préjugés.

Loéline et Stéphane Dorizon, de Biocal Fabrication Française.

La belle réussite de cette entreprise qui compte 22 cafés Joyeux avec 230 équipiers fait des émules. La conserverie artisanale de Vendôme, Biocal Fabrication Française, vient d'intégrer dans son équipe Loéline. Sur scène, Loéline arbore fièrement l'écharpe « *Miss modèle de l'égalité* » qu'elle a remportée au niveau national, et témoigne avec sincérité : « *Je voudrais être comme tout le monde et travailler en cuisine.* » Sa mère lui a souvent répété que même avec un chromosome de plus on peut faire plein de choses, et Stéphane Dorizon, son employeur, en est convaincu.
Ces témoignages, empreints d'humanité, révèlent le véritable enjeu de l'inclusion : offrir à chacun la possibilité de trouver sa place, de contribuer à la société avec ses talents personnels.

Sophie Manuel

A CHACUN SON CAP

LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE ACCOMPAGNE LES ENTREPRISES

Toutes les informations sur www.centre-valdeloire.fr
ou auprès de la Maison de la Région près de chez vous

LA RÉGION 1ER PARTENAIRE D'UNE ÉCONOMIE EN TRANSITION

centre-valdeloire.fr

RÉGION CENTRE VAL DE LOIRE

Attirer les jeunes dans l'enseignement supérieur en région Centre-Val de Loire

De gauche à droite : Alicia Leon, Justine Louis, Neal Deslangle et Julie Salesse.

Le magazine L'Épicentre s'est rendu au CCI Campus Centre de Blois pour parler enseignement supérieur en région Centre-Val de Loire. Alicia Leon est designer graphique et illustratrice à son compte et ancienne étudiante de l'ETIC au CCI Campus Centre. Justine Louis est chargée de relation entreprises alternance / formation continue au CCI Campus. Neal Deslangle est en Mastère ingénieur d'affaires en alternance au CCI Campus et commercial au sein de l'entreprise Cheminées Marcel Raymond. Julie Salesse est chargée de recrutement et de promotion et ancienne étudiante du CCI Campus. Rencontre.

De nos jours, on parle beaucoup d'attractivité du territoire et d'attractivité des entreprises. Que pensez-vous de ces enjeux ?

Julie Salesse : *Dans mon métier, l'attractivité est importante car une formation ne se vend pas toute seule. Tout le monde peut faire de la formation. Tout le monde peut se former à distance, de chez soi. Il y a plein de possibilités de se former et, souvent, ce qui va faire la différence, c'est l'environnement. On entend beaucoup les salariés parler de qualité de vie au travail, mais ça commence quand on est en formation, d'autant plus quand on est en alternance.*

Alicia Leon : *J'ai fait quatre ans d'études à Blois, je m'y suis sentie très bien et j'ai eu envie d'y rester. C'est important que la région soit attractive. Ça donne envie de venir et d'y rester.*

Justine Louis : *On essaye de garder les talents qu'il y a sur le territoire pour qu'ils intègrent nos entreprises et qu'ils contribuent au développement économique du territoire. On fait en sorte de garder les étudiants et qu'ils ne partent pas à Orléans, Tours ou Paris, car on a besoin de futurs salariés, diplômés, compétents, avec de l'expérience et un savoir-faire.*

Aujourd'hui, y-a-t-il plus d'offres des écoles et des entreprises que de candidats ?
Justine Louis : *La tendance s'est inversée. Avant, les personnes peinaient à trouver du travail, des alternances, des offres. C'était l'entreprise qui avait la mainmise. C'est elle qui choisissait qui elle allait recruter. Aujourd'hui, c'est l'entreprise qui doit se vendre, vendre son territoire, le cadre de vie… Les entreprises sont en difficulté de recrutement. On a fait ce travail de promotion pour répondre aux besoins des entreprises en termes de profils.*

Julie Salesse : *Et pour les garder sur le territoire les années qui suivent, car l'intérêt de l'alternance, c'est ça. L'enjeu, c'est que l'entreprise arrive à proposer le premier emploi, et pas seulement de former l'étudiant pendant un an, qu'elle ait investi un an et qu'il parte dans une autre entreprise avec le savoir-faire. Il faut que l'entreprise soit attractive dès le contrat d'alternance, car, si la personne commence par l'alternance, il y aura un sentiment de confiance. Si l'enjeu est compris dès le début, on évite ainsi que les talents partent vers d'autres structures.*

Neal Deslangle : *Je n'ai pas eu de mal à trouver une alternance, car, déjà quand j'étais en bac pro, j'ai fait mes stages dans mon entreprise actuelle. Je suis resté dans la même entreprise. C'est un environnement qui me plaît. Je n'ai jamais eu envie de changer au cours de mes études, sachant que je suis assez autonome. J'ai la mainmise sur quasiment toute la stratégie commerciale. C'est plus ou moins moi qui fais office de directeur stratégique. J'aime la région, je viens d'ici et je voudrais bien y rester.*

Alicia Leon : *Par rapport à ma promo, parmi ceux qui étaient en alternance on voit ceux qui sont restés dans la région et ceux qui ont bougé car leur alternance n'était pas dans la région. Ceux qui étaient à Paris sont restés à Paris, ceux qui étaient dans la région sont restés dans la région, pour la plupart.*

L'image de l'alternance a évolué depuis plusieurs années. Selon vous, pour quelles raisons ? Et quels sont les avantages de l'alternance ?
Justine Louis : *Avant, l'alternance était vue comme une voie de garage par beaucoup, moi la première. Dès que j'ai voulu faire de l'alternance, au lycée j'ai eu un avis défavorable pour mon orientation, tout en étant bonne élève. C'était mal vu, car souvent associé aux métiers manuels, et se salir les mains n'était pas forcément quelque chose de positif. Aujourd'hui, de plus en plus d'écoles font de l'alternance sur n'importe quel métier car les entreprises ont besoin de personnes qui ont de l'expérience. L'alternance permet d'avoir la théorie et la pratique. On a le concret du métier. On sait si ça nous plaît en tant qu'apprenant. On développe des compétences et c'est un plus car, maintenant, quand on voit une offre on nous dit : « Il faut que vous ayez de l'expérience et un diplôme ». L'alternance, c'est le bon compromis.*

Julie Salesse : *Je pense aussi que ça place l'étudiant dans de meilleures conditions financières et que ça a permis à certains d'entre eux d'accéder à des études supérieures, alors qu'ils n'auraient jamais pu sans cela. Qui dit études supérieures dit frais de scolarité, et tout le monde n'a pas la chance d'avoir une famille aisée. Ce qui coûte cher, ce ne sont pas seulement les études, c'est vivre, passer le permis pour être mobile... L'alternance, c'est aussi accéder à des études supérieures, même si on n'est pas scolaire. Un master, et même un bac +3, avaient un aspect élitiste à une époque. Aujourd'hui, c'est commun. Le public étudiant, la première question qu'il me pose c'est « combien vais-je gagner ? ».*

Justine Louis : *Et, à l'inverse, les entreprises me demandent « combien ça va me coûter ? ». Les entreprises ont besoin de recruter, mais ça a un coût pour elles. Parfois, l'aide de l'État conditionne l'embauche. On a aussi la prise en charge des coûts pédagogiques par l'OPCO qui permet d'accéder plus facilement à des embauches. L'alternance permet à l'entreprise de se familiariser avec un profil, une personne, de former sur sa politique d'entreprise, sur son fonctionnement et, derrière, d'embaucher quelqu'un.*

Julie Salesse : *Et ça permet aussi aux étudiants de tester des entreprises de différentes tailles, des secteurs d'activités différents, des missions différentes. Ça leur permet de savoir ce qu'ils veulent faire et ce qu'ils ne veulent pas faire. Souvent, ce n'est pas le jeune qui a des craintes sur l'apprentissage, ce sont ses parents, avec des craintes avérées ou non, car tout le monde n'est pas en capacité de faire de l'apprentissage. Ça demande une agilité, une organisation, un rythme assez soutenu. Certains n'ont ni la capacité, ni la volonté de le faire. Ça demande aussi une agilité intellectuelle et pratique. Pour ceux qui choisissent cette voie et qui réussissent, c'est le bon compromis avant de se jeter dans le grand bain du marché du travail.*

Neal Deslangle : *Souvent, quand on arrive en alternance, il y a une attente qui est moins forte que si on était directement employé. Ça enlève du stress et ça permet d'avancer un peu plus à son rythme que si on était directement employé. L'entreprise paye un SMIC à quelqu'un qui est absent une semaine par mois. Mon entreprise propose de m'embaucher depuis le BTS. J'ai toujours voulu continuer mes études depuis que je suis en bac pro. J'ai toujours dit que je voulais aller le plus loin possible. J'ai toujours voulu continuer à apprendre. Quand j'ai commencé mes études, je me suis dit que le master serait le point le plus haut, où je pourrais avoir un maximum de compétences. J'ai toujours continué en ce sens et mon entreprise m'a toujours suivi.*

Propos recueillis par Maxence Yvernault

> *« C'est important que la région soit attractive. Ça donne envie de venir et d'y rester »*
>
> *Alicia Leon*

Quand les étudiants inventent la low-tech, le temps d'une journée

C'est dans le cadre des Pépite's days que les étudiants de l'IUT et de l'INSA de Blois ont pu s'essayer au jeu de la création d'entreprise, orienté autour de la low-tech.

Tous les ans, les chargés de mission de Pépite Centre-Val de Loire (structure qui gère les étudiants-entrepreneurs) organisent une journée de sensibilisation à l'entrepreneuriat à destination des établissements d'enseignement supérieur. Leur tournée régionale 2024 s'est arrêtée à Blois au début du mois de février autour de la thématique de la low-tech. Camille Justeau-Morellet, ancienne étudiante-entrepreneure et désormais dirigeante de l'entreprise Nektar, était là pour poser les bases de ce concept : *« La low-tech, c'est le contraire de la high-tech. C'est inventer des produits ou des services utiles, accessibles et durables. Ce n'est pas si évident de réfléchir à contre-courant de certaines logiques ancrées. Il faut aller au plus simple dans les modes de construction, dans les logiques d'interaction, tout en étant inclusif »*, témoigne-t-elle.

Après avoir présenté les fondamentaux, les participants ont commencé à faire naître leurs projets autour d'une table ronde, riche en échange et problématiques actuelles : menace sur la biodiversité, précarité énergétique, alimentation de demain, réchauffement climatique, etc. Les organisateurs ont ensuite réparti la cinquantaine d'élèves en petits groupes pour élaborer leur projet fictif d'entreprise. *« Aujourd'hui, ce sont des élèves de l'INSA et de 3e année de l'IUT, issus des filières science, génie des matériaux et mesures physiques, mais on sensibilise aussi bien des apprenants en bac pro que des doctorants. L'objectif de ces journées, c'est aussi de leur apprendre à travailler de manière collaborative avec des personnes qu'ils ne connaissent pas »*, explique Christelle Rivas, chargée de mission de Pépite CVL.

Alors, qu'est-il ressorti de cette journée ? Un système de récupération des eaux de pluie alimentant tout un immeuble à la seule force de la gravité, un food-truck faisant la promotion des producteurs locaux, du compostage de carcasses d'animaux, ou encore une création de vêtements thermiques biosourcés. Quant à Paul et son équipe, ils ont imaginé une mini-montgolfière pour transporter et réintroduire les abeilles. *« On aime bien manger, mais si on veut avoir de la nourriture de qualité, en quantité suffisante demain, on a besoin des pollinisateurs. D'où notre idée pour les sauver »*, argumente-t-il.
Des idées innovantes, tantôt réalistes, tantôt utopiques, mais qui ont parfaitement su répondre à la thématique de la low-tech.

Émilie Marmion

© Émilie Marmion

Pitch des projets d'entreprises devant le jury de professionnels.

> *« La low-tech, c'est le contraire de la high-tech. C'est inventer des produits ou des services utiles, accessibles et durables »*
>
> *Camille Justeau-Morellet*

DILGE accompagne les lycéens dans leur orientation

Créée en 2018, l'association « De l'Indre-et-Loire aux grandes écoles » (DILGE) aide les lycéens du département à faire leur choix d'orientation postbac.

Après avoir obtenu un bac scientifique dans un lycée tourangeau en 2016, Benjamin Roulleau a étudié à l'INSA de Lyon. Diplômé il y a deux ans, il travaille aujourd'hui pour Enedis. Il est membre de l'association *« De l'Indre-et-Loire aux grandes écoles »* (DILGE) depuis trois ans, et son président depuis deux ans. DILGE compte aujourd'hui dix-sept bénévoles et appartient à la fédération nationale *« Des territoires aux grandes écoles »*.
L'association intervient dans les lycées afin de présenter les filières sélectives aux lycéens du département. Ces grandes écoles réunissent notamment les classes préparatoires, les Instituts d'études politiques (IEP), les écoles vétérinaires, d'ingénieur, de commerce, d'architecture, d'art appliqué… *« Certains lycéens n'ont jamais entendu parler de ces formations,* explique Benjamin. *Ils n'ont pas la chance d'avoir un proche qui a fait l'une de ces formations ou ils ne sont pas au courant de leur existence et de ce dont il s'agit concrètement. Les lycéens sont davantage demandeurs de nos interventions. Ce sont d'ailleurs souvent les lycées qui demandent que l'on intervienne dans les classes. »*

Vers le bac et au-delà

En février 2021, l'association a mis en place un programme de mentorat. *« L'objectif est d'accompagner les lycéens en plein*

questionnement. Certains ont une idée, mais n'ont pas toutes les réponses à leurs questions. » Le lycéen remplit d'abord un formulaire sur Internet (classe, spécialités…). Puis, il est mis en relation avec un bénévole qui a un parcours proche, par exemple scientifique ou littéraire. Le binôme échange ensuite régulièrement et peut travailler sur l'écriture et la relecture de la lettre de motivation, la préparation des oraux et des entretiens… En principe, le parrainage s'arrête après l'obtention du bac, mais certains binômes restent en contact par la suite.

https://dilge.fr/

Maxence Yvernault

Le BTP CFA Centre-Val de Loire répond aux besoins des entreprises et des alternants

Le BTP CFA Centre-Val de Loire compte cinq centres de formation, à Orléans, Blois, Saint-Pierre-des-Corps, Chartres et Châteauroux. Il propose plus de 70 formations initiales, continues ou réglementaires, et représente 65 % des contrats d'apprentissage signés en région dans le secteur du BTP.*

« Le BTP CFA Centre-Val de Loire apporte une réponse individualisée aux besoins des entreprises et des branches professionnelles, explique Franck Pretre, secrétaire général du BTP CFA Centre-Val de Loire depuis 2015. *De nouveaux métiers, de nouveaux matériaux apparaissent et de nouvelles technologies se développent. BTP CFA Centre-Val de Loire doit être en adéquation avec les nouvelles compétences, emplois et formations recherchés, tant dans le domaine de la construction neuve que dans le patrimoine bâti. »*
Afin de répondre aux nouveaux besoins en compétences des entreprises, mais aussi des alternants, l'école a mis en place de nouvelles formations. Au BTP CFA 37 par exemple, c'est le cas du CAP Conducteur d'engins de travaux publics et carrières, du BP Métiers de la pierre et du BTS Conseil et commercialisation de solutions techniques. Ces nouvelles formations concernent à la fois des nouveaux métiers, mais aussi des métiers ancestraux comme celui de tailleur de pierre.

Le conseil d'administration de BTP CFA Centre-Val de Loire a lancé un plan d'investissement pluriannuel auprès du conseil régional et du CCCA BTP, destiné à l'innovation et l'excellence de ses campus afin d'améliorer les conditions d'exercice pédagogique des formations. Le BTP CFA 37 est en cours de réhabilitation, le BTP CFA 45 est dépositaire d'un projet d'innovation et de transformation pour 2024, à suivre sur le BTP CFA 28 pour 2025. *« Nos nouvelles ingénieries de formations seront au service de l'emploi durable sur notre territoire, de l'étude à la conception, jusqu'à la réalisation, tout ceci au bénéfice de nouvelles compétences attendues par les entreprises ».* Quant au BTP CFA 41, il a été reconstruit en 2016, et le BTP CFA 36 est réhabilité en partie depuis 2023.

Franck Pretre, secrétaire général du BTP CFA Centre-Val de Loire.

Le parcours d'un étudiant en apprentissage dure en moyenne cinq ans. 47% des étudiants sont insérés dans l'emploi après leur première formation. 38% poursuivent leur formation dans leur CFA ou dans un autre CFA de la région. *« Ces taux d'insertion professionnels sont extrêmement valorisants pour la profession. Ils sont synonymes de plein emploi et de réussite sociale pour notre territoire »,* se félicite Franck Pretre.

https://btpcfa-cvdl.fr/

** BTP CFA : centre de formations professionnelles dans le domaine du BTP.*

> *« BTP CFA Centre-Val de Loire doit être en adéquation avec les nouvelles compétences, emplois et formations recherchés »*
>
> *Franck Pretre*

Préparatoire aux métiers de l'industrie

Pour pourvoir aux emplois industriels, l'Ifca, organisme de formation professionnelle spécialisé dans les secteurs de l'industrie, de la métallurgie et de logistique, dispense des formations à la Maison de l'emploi de Romorantin.

Au regard de la pyramide des âges, il manquera bientôt des compétences, comme le constatent déjà la Maison de l'emploi et le Groupement industriel régional. «*Il fut un temps, on formait pour le bâtiment. Aujourd'hui, on a de plus en plus de besoins dans l'industrie mécanique, notamment avec les sous-traitants qui travaillaient pour Matra, qui se sont développés grâce à l'aéronautique, l'armement… On a donc mis le plateau technique à disposition de l'Ifca*», raconte Dominique Leclere, directeur de la Maison de l'emploi.
Financée par le conseil régional et France Travail (ex Pôle emploi), la préparation aux métiers de l'industrie montre le panel des postes aux demandeurs d'emploi et aux jeunes de la Mission locale, avec des formateurs issus de chaque corps de métier.
«*Pour des personnes qui cherchent une voie, cela permet de découvrir, d'élargir le champ pour avoir ensuite un projet finalisé*», explique Élodie Ronnay, assistante de formation. «*Tous ont un parcours atypique*», mais s'ils viennent «*jauger ce qu'ils veulent*», c'est souvent à cause du manque de débouchés ou d'expérience…
Durant deux mois et demi, ils découvrent la soudure, le câblage… et apprennent les techniques de recherche d'emploi pour trouver un stage en entreprise.
Concrètement, les apprenants fabriquent le robot Wally et l'améliorent en faisant preuve de créativité. Ce fil rouge «*met en activité beaucoup de notions : lire un plan, utiliser du matériel et des outils, contrôler, respecter la sécurité, prendre des cotes, trouver des solutions en équipe…*», précise Grégory Duval, formateur. Plus que les bases, ce sont l'observation, la réflexion et le savoir-être qui sont testés.
À l'issue, l'attestation de compétences leur ouvre les portes de l'industrie et la possibilité d'aller vers le certificat de qualification professionnelle.

© Laëtitia Piquet

Sur le plateau technique de la Maison de l'emploi, les apprenants s'initient aux différents postes à pourvoir dans l'industrie.

Laëtitia Piquet

Des artisans en herbe

Des bénévoles initient les jeunes à l'artisanat au sein de la fédération L'Outil en main. Alors que l'association de Pontlevoy vient d'être créée, celle de Marolles va être dissoute.

Aux côtés d'artisans, des jeunes fabriquent des objets. Par cette transmission intergénérationnelle, L'Outil en main valorise des savoir-faire, suscite des vocations, développe le lien social et des qualités comme la dextérité ou la patience. Leur devise : de l'esprit à la main. Né en 1987, le réseau national compte 240 associations, dont 2 en Loir-et-Cher.
Du côté de Marolles, après 10 ans d'activité, la dissolution se profile. *« Les bénévoles arrivent à près de 90 ans. Et on n'a plus de local »*, expliquent-ils.
Créé fin 2021, L'Outil en main de Pontlevoy a ouvert à l'abbaye avec des dons, un partenariat avec des établissements scolaires et une subvention de la communauté de communes du Val de Cher Controis.
Chaque mercredi, des collégiens du canton de Montrichard apprennent par groupes de trois ou quatre les gestes auprès d'artisans à la retraite ou en activité ou de passionnés comme Jean-Loup Covillers. Ce fils d'ébéniste explique son implication : *« Promouvoir les métiers manuels, cela s'était un peu perdu. Tout le monde ne peut pas faire des études supérieures, mais peut arriver à un métier manuel et même obtenir un diplôme d'ingénieur. Mieux vaut un bac technique ou professionnel qu'un bac sans rien. »*
Patrice Szymanski complète : *« Des visites sont organisées. En 2023, ce furent les serres des établissements Simier sur Montrichard et le musée du Compagnonnage à Tours. »*
En plus de la menuiserie, la charpente, le carrelage, l'horticulture-maraîchage, l'électricité et l'électronique, la fabrication d'étuis pour instruments de musique, ils ouvrent un atelier de couture début mars.
Les jeunes réclament la mécanique. Avis aux artisans, que ce soit pour les rejoindre ou pour importer cette idée sur un autre bassin.

Site : https://www.loutilenmain.fr
Page Facebook : L'Outil En Main de Pontlevoy

Laëtitia Piquet

PUBLI-INFORMATION | **SAINTE-MARIE**

L'école et le collège Sainte-Marie de Blois ouvrent leurs portes

Le 23 mars prochain de 9 h à 13 h, l'école et le collège Sainte-Marie de Blois organisent une matinée portes ouvertes. L'occasion pour les enfants et leurs familles de découvrir l'établissement. Des élèves ambassadeurs les accompagneront et des enseignants seront présents dans les salles de classe afin de répondre à toutes les questions.

L'établissement compte 370 élèves à l'école, 550 au collège, 75 professeurs et 37 salariés de droit privé. Après quelques travaux, *« le site est plus harmonieux »*, explique Corinne Cavrois, directrice du collège et coordinatrice de l'ensemble scolaire école et collège. *« Nous assurons la continuité de l'accueil des élèves de la petite section à la troisième. Toutes nos salles de classe sont neuves et accueillantes. Notre projet éducatif commun ? Accompagner les élèves, aller chercher l'intelligence et l'excellence de chacun, et donner le meilleur de soi-même. »*
L'été 2024 sera marqué par les Jeux olympiques et paralympiques de Paris. Cet événement apparaît comme une consécration pour la classe JO du collège Sainte-Marie de Blois. *« Le 4 septembre prochain, les élèves en option JO vont aller voir du basket fauteuil à Bercy, poursuit la cheffe d'établissement. Il y a quatre ans, nous étions les seuls à l'époque à proposer cette classe JO. »* Cette dernière a déjà eu l'occasion de participer à la semaine de l'olympisme, à une marche solidaire, et de visiter plusieurs sites sportifs.
« Nous sommes très proches des agriculteurs, explique Corinne Cavrois. 750 repas sont préparés chaque jour. Le chef se fournit en local. Les élèves et les adultes se régalent ! »
La scolarité dans l'établissement coûte entre 43 et 163 € par mois, sur dix mois. L'uniforme, lui, a été mis en place il y a cinq ans et coûte moins de 150 €. L'établissement travaille également sur le sujet du harcèlement scolaire, notamment avec les délégués de classe. Des coffres à téléphones ont été mis en place, ainsi qu'un espace bien-être pour travailler l'estime de soi et la gestion du stress.

https://www.smb41.fr/

Une deuxième édition pour « Mon apprentissage en 180 secondes »

Le 21 mars prochain à Tours, le CFA des universités Centre-Val de Loire, en collaboration avec les universités d'Orléans et Tours, organise la finale de la deuxième édition de « Mon apprentissage en 180 secondes ». Un concours original au cours duquel les participants disposeront de 180 secondes pour présenter et partager leur expérience de l'apprentissage.

La soirée se déroulera dans les locaux de l'IAE Tours-Val de Loire et de l'UFR Droit, économie et sciences sociales (DESS) de l'université de Tours. Les dix participants présenteront en 180 secondes leur métier et leur parcours d'apprenti. Leur objectif sera de convaincre le public et un jury composé de professionnels du monde économique et de l'enseignement supérieur. Les trois meilleures prestations seront récompensées. Avant la soirée, chaque participant disposera d'un coaching personnel de deux fois deux heures.
Ce concours offre aux entreprises un lieu unique pour repérer de nouveaux talents. Il est l'occasion, pour les entreprises partenaires telles que ID.QUATION et le CFA des universités Centre-Val de Loire, de rencontrer des jeunes prêts à intégrer le marché du travail. Ces deux partenaires soutiennent l'initiative en dotant le concours de récompenses, dont un premier prix d'une valeur de 1 000 € remis par ID.QUATION, et un troisième prix d'une valeur de 250 € remis par le CFA des universités Centre-Val de Loire.

Une vitrine pour de futurs diplômés
La soirée met en avant l'apprentissage sous toutes ses formes. En plus d'être une vitrine, elle permet aux apprentis de mettre en avant leur motivation, leur dynamisme, leur engagement, leur créativité, leur passion et leurs talents. Concrètement, elle permet à ces futurs diplômés de développer leurs compétences en communication et en présentation ; de réfléchir sur leur parcours ; de préparer leur carrière professionnelle à des situations réelles, comme parler en public et présenter leurs idées ; de stimuler l'apprentissage mutuel et la gestion du temps tout en valorisant l'apprentissage comme un parcours professionnel et personnel ; et de renforcer la collaboration et l'esprit d'équipe dans la promotion.
En 2023, la première édition de « Mon apprentissage en 180 secondes » représentait 70 inscrits, dix finalistes, un coach, trois vainqueurs, sept membres du jury, 7 200 secondes de show, 1 800 secondes de concours, et 120 personnes présentes lors de la finale.

Les dix finalistes du concours en 2023.

Pour revoir la prestation d'Alix Dromard, la gagnante en 2023 : https://www.youtube.com/watch?v=B2u6S1kfEh0&t=80s

Les trois vainqueurs et le jury du concours en 2023.

Mon Jardin, c'est avant tout l'histoire de trois femmes, de trois destins animés par le voyage, les saveurs et l'envie du partage. Après avoir vécu dans plusieurs régions du monde, elles se sont trouvées, par le hasard de la vie, dans la vallée du Cher. La cuisine les a rassemblées. Ensemble, Èva, Talia et Pauline ont créé Mon Jardin. Plus qu'un restaurant, un salon de thé ou un traiteur, leur entreprise est un concept, bien à leur image : cosmopolite, au carrefour des rencontres, au gré de leurs inspirations culinaires et des saisons. Rendez-vous chez elles, à Montrichard, pour une interview pause-café en trio.

Business Model

◇ Si on devait inventer une recette de cuisine pour une bonne entreprise, vous mettriez quoi dedans ?
Au moins 50 % de gestion et de communication, de la persévérance et de la passion. Ensuite, il faut de bons produits. Une bonne recette est souvent simple, tant qu'on crée quelque chose que l'on a envie de consommer, en étant le plus sincère possible. C'est comme ici, nous avons créé un lieu qui nous ressemble.

◇ Vous préférez rester au resto ou aller sur le marché ?
Nous n'avons pas vraiment le choix, on aimerait bien aller un peu plus chez les producteurs. C'est un peu un fantasme de pouvoir aller sur le marché et de se laisser inspirer directement par les produits des étals (rires). Il n'y a que les grands chefs qui font ça, mais ils ont une brigade de 10 personnes en cuisine. Nous ne sommes que trois et quand on fait tout maison, ça prend beaucoup plus de temps. Maintenant, on a la chance de discuter assez souvent avec nos producteurs qui viennent régulièrement nous déposer les produits

Être entrepreneuses

◇ Laquelle est la plus créative ? La plus pressée ? La plus patiente ?
Nous sommes vraiment toutes les trois très créatives. C'est ce qui nous rassemble. La plus pressée, c'est sans aucun doute Pauline (éclats de rire) ! Pour la patience, Talia est capable de rester plusieurs heures sur une tâche longue et fastidieuse, tandis qu'Èva est plus patiente dans le relationnel.

◇ À refaire, entreprendre seules ou à plusieurs ?
À plusieurs, au moins, maintenant, on sait comment s'y prendre. C'est certain qu'être plusieurs associées demande plus de temps dans les prises de décision. Cependant, avec plusieurs cerveaux et des qualités différentes, l'une va apporter quelque chose que l'autre n'aura pas forcément perçu.

Parlons de vous

◇ Si vous pouviez être quelqu'un d'autre le temps d'une journée, qui aimeriez-vous être ?

Èva : Charlie Chaplin. C'est quelqu'un que j'admire, c'était un visionnaire, un résistant et aussi un clown ! (Rires)

Talia : La chanteuse de jazz Sade, parce que j'aime sa voix, unique. C'est une personne qui est restée plutôt discrète, qui dégage de la douceur. C'est aussi lié à ma passion pour la musique.

Pauline : Quant à moi, c'est Eminem. Je suis fan depuis toute petite. Il est parti de rien et il est devenu une superstar. Il est plutôt carré dans ce qu'il fait, et sincère et humble.

Émilie Marmion

Les vignerons du Domaine Colin

On estime à 30 % les entreprises familiales qui franchissent la deuxième génération, et à seulement 10 % celles qui survivent à la troisième. Nous nous sommes intéressés à ces success stories et à leurs clés de réussite. Ce mois-ci, nous battons tous les records avec la famille Colin, qui perpétue la tradition de la terre depuis neuf générations ! Ils sont installés dans le charmant petit village de Thoré-la-Rochette, situé dans la vallée du Loir, à quelques kilomètres de la ville de Vendôme. Nous avons rencontré Pierre-François et son père Patrice.

Si aujourd'hui les Colin sont entièrement tournés vers les vignes, ça n'a pas toujours été le cas. En effet, leurs ancêtres paysans, à l'origine de la ferme (en 1735), étaient, comme dans la plupart des campagnes, axés sur de la polyculture. Comprenez un peu d'élevage, un peu de cultures céréalières, maraîchères et de viticulture. C'est dans les années 1900 qu'Émilien Colin a donné un coup d'accélérateur à l'exploitation viticole en développant la vente en direct du vin produit sur le domaine. Dès lors, la ferme s'est spécialisée dans cette voie au fil des générations. Chacun ayant apporté sa pierre à l'édifice pour la développer et marquer de son empreinte l'héritage familial, entre tradition et modernité. *« C'est vrai que reprendre après huit générations peut faire peur,* confie Pierre-François, à la tête du domaine depuis 2018, *mais je pense qu'il vaut mieux éviter d'y penser. Le patrimoine, il est là, on le voit tous les jours, ce sont nos pieds de vieilles vignes. Si tu reprends l'exploitation juste pour suivre la tradition familiale et faire plaisir, ça ne marchera pas. La motivation première doit être la passion. »* Qu'il s'agisse de lui ou de son père Patrice, aucun des deux n'a été forcé de reprendre l'entreprise familiale. C'est bien la passion qui les a fait rester et leur a donné envie de s'installer, à chaque fois au moment des vendanges. D'ailleurs, leurs frères et sœurs respectifs auraient très bien pu reprendre, mais leurs envies ont été différentes. *« Mes parents pensaient que j'allais revenir au domaine, mais ça n'a pas été une évidence tout de suite »,* témoigne Patrice.

L'ouverture d'esprit comme clé de réussite

Patrice s'est retrouvé dans la viticulture un peu par hasard : *« J'étais le plus nul de la classe, alors mon père m'a dit "tu iras en école agricole",* confie-t-il en se remémorant le passé. *Là-bas, j'ai suivi un bon copain qui voulait faire viticulture. Ensuite, j'ai poursuivi mes études en œnologie. J'ai multiplié les stages chez des vignerons partout en France et, plus tard, en Suisse et en Allemagne. J'avais envie de comprendre comment ils avaient bâti leur réputation, sur quoi ça reposait et comment ils la valorisaient. J'ai découvert des passionnés qui fabriquaient des vins naturels, très représentatifs de leur terroir. C'est comme ça que j'ai développé mes compétences en biodynamie. »* Pierre-François s'est également forgé sa propre expérience, en parcourant le monde (France, Australie, Nouvelle-Zélande) et en prenant le savoir des anciens. *« Je suis le plus jeune du domaine. On a un salarié, Gilles, qui est ici depuis plus de trente ans, c'est mon pilier. Il a une parfaite connaissance de la terre et des vignes. C'est important de reconnaître les compétences de son équipe et d'être conscient de ses propres limites »,* avoue-t-il.

Pierre-François et Patrice Colin.

Savoir s'entourer et faire confiance, être curieux, observer, écouter pour se nourrir des uns et des autres afin de perpétuer la tradition familiale tout en développant l'entreprise, c'est la manière dont Pierre-François souhaite diriger le Domaine Colin, comme son père Patrice a pu le faire auparavant.

Émilie Marmion

Créer un good buzz ou réagir à un bad buzz dans son entreprise

« Il faut rester humble sur ce qu'on met en avant »

Anne Boistard

Pour attirer, recruter et fidéliser, les entreprises doivent entretenir leur marque employeur. Dans ce contexte, les réseaux sociaux apparaissent comme le nouvel outil de travail indispensable dans la stratégie des entreprises. Hé oui, Internet est là où tout se joue.

Le 11 janvier dernier, le service communication de la Ville de Tours filmait une chaise de bureau vide *« qui tourne en rond »* dans la mairie et postait la vidéo sur ses comptes Instagram, LinkedIn et TikTok. *« Dans notre service, il y a une chaise qui se sent seule »*, ou encore *« Sauvez cette chaise, devenez notre futur(e) stagiaire community manager »*, indique cette vidéo. Depuis, la chaise a trouvé son stagiaire. Likée, commentée et partagée, cette vidéo est un exemple de good buzz qui prouve que les réseaux sociaux sont devenus un outil indispensable dans le processus de recrutement des entreprises et des collectivités.
La plupart des offres d'emploi passent désormais par des jobboards tels que Indeed, Monster ou encore HelloWork. Le site Internet Glassdoor permet aux employés actuels et aux anciens employés d'une entreprise d'évaluer leur environnement de travail de manière anonyme. Il permet donc à un candidat de se faire un avis sur une entreprise avant d'éventuellement l'intégrer. Il devient donc important pour une entreprise de soigner sa *« marque employeur »* afin d'attirer, recruter et fidéliser ses salariés. Et Internet est là où tout se joue !

« Erreur » ou vengeance ?
Contrairement à la vidéo de la Ville de Tours, certaines offres d'emploi sur Internet ont fait polémique. C'est le cas d'une offre de Lydia, entreprise de la fintech (technologie financière) française spécialisée dans le paiement mobile. Celle-ci a été publiée sur le compte LinkedIn de l'entreprise et critiquée car mal formulée et peu conventionnelle. Elle indiquait notamment : *« Cette équipe est faite pour vous si vous aimez travailler côte à côte avec vos collègues, vos supérieurs et vos équipes, [si] vous êtes prêt à faire de Lydia votre seule entreprise jusqu'à la retraite […]. Si à la question "Rejoindriez-vous Lydia si vous étiez déjà riche, avec une vie sociale bien remplie ?" vous répondez non, ce n'est pas une équipe faite pour vous. »*
L'offre a d'abord été maintenue, puis retirée discrètement, signe d'une prudence plus ou moins efficace de l'entreprise face à cette crise médiatique. Anne Boistard, créatrice et animatrice du compte Instagram Balance ton agency, regrette notamment l'idée suggérée : *« on est une famille et si je la quitte, je la trahis »*. Suite à cette critique publique, le compte Lydia d'Anne Boistard a été fermé, puis réactivé. L'entreprise a qualifié ce geste d'« erreur », mais certains y ont vu une vengeance. En soutien à la jeune femme, beaucoup d'utilisateurs de l'application Lydia ont fermé leurs comptes.
Cet exemple de bad buzz sur les réseaux sociaux montre comment une offre d'emploi mal formulée peut faire polémique et influencer la clientèle de l'entreprise impliquée. La prudence est nécessaire sur les réseaux sociaux. Le moindre mot ou la moindre erreur peut coûter cher et avoir des conséquences économiques importantes pour l'entreprise.
Et comment ne pas en faire trop sur les réseaux sociaux ? *« Il faut rester humble sur ce qu'on met en avant*, répond Anne Boistard. *Il faut de l'humilité, de la simplicité, de la transparence, quelque chose de très professionnel. Sur les réseaux sociaux, les entreprises qui en font trop, je trouve cela bizarre. »*

Maxence Yvernault

Delphine Bichette, assistante virtuelle pour les petites entreprises

Ancienne graphiste et photographe, Delphine Bichette a lancé son activité d'assistanat virtuel fin 2020-début 2021. Son entreprise Myléna Assistanat Virtuel est basée à Blois, et Delphine travaille la plupart du temps de chez elle à distance. Elle propose un assistanat à la fois administratif, en communication et personnel.

Selon Delphine, *« un autoentrepreneur peut travailler jusqu'à 50 à 60 heures par semaine. Il doit être partout. Il voit passer des mails, mais il n'a pas le temps d'y répondre. Il doit gérer les réseaux sociaux de son entreprise. Certains dorment peu, mais dormir est nécessaire pour être efficace. J'interviens pour que les entrepreneurs se consacrent à leur cœur de métier, pour qu'ils continuent de développer leur entreprise et pour qu'ils gagnent en temps et en efficacité. Je souhaite aider, rendre service aux entrepreneurs et aux petites entreprises. Les besoins sont assez importants. »*

Assistanat administratif, en communication et personnel

Delphine propose ainsi un assistanat à la fois administratif, en communication et personnel. Sur la partie administrative, Delphine peut préparer la comptabilité et tous les éléments à donner à l'expert-comptable de l'entreprise. Elle peut également rédiger des documents et des dossiers, coordonner des projets, gérer l'adresse mail de l'entreprise… Sur la partie communication, Delphine peut envoyer des campagnes de mailing, faire de la création visuelle (cartes de visite, cartes de vœux, réseaux sociaux…), rédiger un communiqué ou un dossier de presse… Sur la partie personnelle, elle apporte au chef d'entreprise des conseils en termes d'organisation pour être plus efficace.

L'assistante travaille à distance, ou bien sur site quand il est nécessaire pour elle de se déplacer. Elle signe avec ses clients des contrats de prestation qui se renouvèlent automatiquement. Le nombre d'heures est variable et peut représenter quelques heures par mois, ou répondre à des demandes plus régulières. *« Mon métier demande beaucoup d'organisation et de concentration. Mais, je suis polyvalente et j'aime travailler sur des choses différentes. »* Delphine définit une organisation journalière avec des créneaux dans son agenda pour tel ou tel client.

Delphine Bichette, créatrice de Myléna Assistanat Virtuel.

Des secteurs d'activités variés

« Le marché de l'assistanat virtuel est très concurrentiel. C'est l'expérience qui peut donner confiance. Mon activité a augmenté la première année. Les clients me donnent peu à peu des missions supplémentaires. J'aime les relations one to one, être proche de la personne. »

La plupart des clients de Delphine sont fidèles et travaillent avec elles sur le long court. Ce sont surtout des petites structures, c'est-à-dire des autoentreprises ou des TPE. Les secteurs d'activités sont très variés : on retrouve un bureau d'études 3D, une avocate, un professionnel du tourisme… *« Je suis ouverte à tout. »* Et lorsque Delphine ne peut pas répondre directement à un besoin, elle n'hésite pas à mettre en relation son ou sa cliente avec l'un de ses contacts.

Maxence Yvernault

PLAFETECH
PLAFOND SUSPENDU • ISOLATION • CLOISON

Professionnel ou particulier bénéficiez
de notre qualification RGE pour obtenir des primes énergies

Réalisations :
• Entreprise d'agencement du bâtiment
• Plâtrier, plaquiste
• Isolation de combles, de murs & planchers

RGE QUALIBAT

202 Route de Chambord
41350 VINEUIL
02 54 43 65 63

contact@plafetech.fr • www.plafetech.fr

© Freepik

CONTRE LE DÉSERT MÉDICAL : L'UNION SACRÉE

Six millions de français n'ont pas de médecin traitant, un quart de la population en région Centre-Val de Loire. Les services des urgences, notamment, en subissent les conséquences. Le numérus clausus a été supprimé en 2020, mais le mal était fait, et il faut toujours douze ans pour former un spécialiste ! Impatientes mais pas résignées, les autorités locales et médicales se réorganisent pour pallier le manque de médecins, de dentistes, d'infirmières, de kinésithérapeutes ou d'orthophonistes. Comment les forces en présence s'unissent-elles pour faire front ?

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

On a longtemps résumé la sortie du désert médical à la suppression du numerus clausus ; ce ne serait qu'une affaire de temps. Mais le temps n'y fait rien, du moins pas dans les délais que l'on espérait. Alors c'est le branle-bas de combat depuis les années 2010. Les professionnels se concertent, envisagent des formations communes et des filières mixtes, proposent de faire évoluer les compétences et de mutualiser les lieux d'exercice ; avec la création des territoires de santé, qui associent les professionnels : médecins généralistes et spécialistes, pharmaciens, infirmiers et sages-femmes, qui souhaitent s'organiser ensemble pour répondre à des besoins identifiés dans un même territoire ; naissance aussi des URPS (unions régionales des professionnels de santé), des MSP (maisons de santé pluriprofessionnelles). Depuis 2008, la région Centre-Val de Loire a investi plus de 29 millions d'euros pour la création de « structures d'exercice regroupé ». À ce jour, 126 sont déjà en activité, dont 113 MSP et neuf centres de santé municipaux, rassemblant plus de 1 347 professionnels de santé, dont 421 médecins exerçant dans ces structures d'exercice regroupé.

Tout cela répond à de nouvelles évidences. Les jeunes médecins n'envisagent plus leur métier et leur vie personnelle de la même façon que les générations précédentes. Le médecin de campagne que l'on appelle jour et nuit, qui cumule des journées de douze heures et parfois plus, sans oublier les gardes, ce n'est plus d'actualité. Ils travaillent désormais en groupe et ne se déplacent plus, ou presque. Si l'objectif est de mutualiser les charges, les outils d'examen et les locaux, il est aussi, et surtout, de ne pas vivre en solitaire. Partager un diagnostic, diriger un patient vers un confrère voisin…, on travaille mieux à plusieurs.

Focus

La réorganisation des professions de santé suppose aussi d'accepter de faire monter certaines professions en compétence. C'est le cas des IPA, les *« infirmières en pratique avancée »*. Le statut est né il y a quelques années, pour une pratique plus « pointue », qui désigne un degré élevé de connaissances de niveau master 2, acquises en faculté de médecine. Ces infirmiers et infirmières (environ 1 800 en 2023, contre 800 l'année précédente) sont experts dans leurs domaines, et souvent chargés du suivi des patients qui ont une pathologie liée à cette spécialité, l'oncologie ou le diabète par exemple. Ils travaillent en lien étroit avec un médecin de référence dont ils soulagent ainsi l'emploi du temps (Lire l'entretien, en encadré, avec Stéphanie Rist, médecin rhumatologue et députée rapporteure de la loi santé).

Stéphanie Rist, médecin rhumatologue et députée rapporteur de la loi santé.

Clara de Bort, directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS).

Si l'ordre des médecins s'est un temps opposé à cette nouvelle pratique, pensant perdre de son autorité, il s'est progressivement rallié au besoin de travailler à plusieurs.
Travail concerté entre infirmiers et pharmaciens par exemple, notamment pour la vaccination.
Mais, là aussi, il y a urgence, car on compte 20 500 officines en France. 8 500 communes en ont une, mais Paris en a 800 à elle seule. 5 000 communes n'en n'ont qu'une. Et pour certaines, compte tenu de la législation, si la pharmacie ferme elle ne rouvrira pas. Or, depuis 2007, il n'y a que des fermetures, aujourd'hui au rythme de 25 par an…
Philippe Besset est président de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France, mais aussi des libéraux de santé. Il rappelle que les pharmaciens ont de nombreuses nouvelles missions, notamment en termes de prévention. *« La loi de finances tend à améliorer l'accès aux médicaments,* dit-il. *Le pharmacien va pouvoir renouveler une ordonnance pour trois mois. La délivrance sans prescription médicale sera possible pour certaines pathologies, comme la cystite ou l'angine. Et ne perdons pas de vue que les formations, initiales et continues, sont l'avenir de la profession, en particulier dans les territoires ruraux. »*
Clara de Bort, directrice générale de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire, insiste pour que la formation des *« petits effectifs »* – orthoptistes, manipulateurs radio, orthophonistes et autres professions médico-sociales et sanitaires – ne soient pas délaissé non plus. *« Elle est décisive,* dit-elle, *pour que les médecins aient conscience de l'existence de ce qui fait le vrai tissu médical. »*

Les collectivités en ordre de marche

Éric Chenut est président de la Fédération nationale de la Mutualité française. Au congrès des maires de novembre dernier, il prônait l'enjeu prépondérant de la prévention de la perte d'autonomie. « *Les solutions existent,* dit-il, *rien n'est perdu, notamment si l'on fait bon usage de la téléexpertise et la téléconsultation. Il faut que les ARS, les professionnels de santé, associations de patients et collectivités se connaissent et fassent ensemble émerger des solutions.* » C'est ce qui se passe souvent dans les départements. Le Loiret et bien d'autres accélèrent la pose de la fibre jusque dans les villages pour que cette téléconsultation, en officine ou à domicile avec les infirmières, permettent les premiers diagnostics, limitent les déplacements et la surcharge des urgences.

Le sujet est complexe, puisqu'il implique l'État par ses agences régionales de santé, et maintenant les régions, les métropoles, les pays et intercommunalités au sens large.

« *On doit aussi agir en prévention et, par exemple, réussir la transition écologique (qualité de l'air et de l'eau), pour la morbidité évitable,* poursuit Éric Chenut. *L'enjeu est systémique, le financement de l'assurance maladie et des complémentaires santé en dépend. Les datas, quant à elles, peuvent éviter les soins redondants et donc être utiles pour sauver les finances des organismes.* »

Éric Chenut, président de la Fédération nationale de la Mutualité française.

Questions de finances donc, mais aussi de législation, de structures d'accueil pour les professionnels comme pour les étudiants, d'organismes de formation et de bien d'autres acteurs. « *Longtemps les organismes rendaient individuellement compte de leurs actions, mais le résultat global n'était pas à la hauteur des efforts de chacun* », constate François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire. De fait, on a vu poindre des initiatives surprenantes, comme celle de la ville d'Orléans qui, de guerre lasse, avait en 2021 signé un accord avec l'école de médecine de Zagreb pour implanter une antenne dans le Loiret. Inutile de dire que l'initiative a fait grand bruit.

François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire.

Pour défendre le droit à la santé pour tous, les élus ne cessent de monter au créneau, autrefois en ordre dispersé, aujourd'hui en escadrille, en l'occurrence au ministère de la Santé, à Matignon et à l'Élysée. C'est à ce prix que l'on a vu l'ouverture de la fac d'odontologie à Tours en 2021, puis l'annonce, en février 2022 par Jean Castex, de l'ouverture du CHU à Orléans et, donc, des études de médecine.

En 2022, était aussi adoptée la création du « *pacte régional 100 % santé* », dont le second comité de suivi s'est tenu le 29 janvier. En quelque sorte, une chambre de réflexion qui réunit l'ensemble des acteurs qui interagissent dans le monde de la santé. Il y a bien sûr les hôpitaux, au premier rang desquels les deux centres hospitalo-universitaires de Tours et d'Orléans, représentés par leurs doyens de facultés et présidents. On y trouve aussi les écoles de formations spécialisées, la directrice générale de l'ARS régionale en personne, les unions régionales de professionnels de santé et des maisons de santé. Autant dire que toutes les fédérations et acteurs directs et indirects de la formation aux métiers de la santé sont autour de la table.

Le droit à l'expérimentation

À la manœuvre, la région Centre-Val de Loire, qui revendique le droit d'expérimenter de nouvelles idées. « *Notre terrain est propice,* assure François Bonneau. *Jean Castex m'avait dit "vas-y"* et Aurélien Rousseau (ancien ministre de la santé) *"pourquoi pas". Il faut essayer les MSU, maisons de santé au statut universitaire, avec des maîtres de stage, pour qu'elles soient autant de points d'intérêt pour les étudiants. Je demande aussi un entretien préalable aux métiers d'infirmière* » (pour éviter que trop de jeunes ne choisissent cette voie sans réelle connaissance et ne l'abandonnent à mi-parcours, ndlr).

Et si les médecins ne souhaitent pas être indépendants, qu'à cela ne tienne, la région peut aussi les salarier. Elle s'est engagée à créer 300 emplois de praticiens en huit ans, accompagnés de secrétaires médicaux, répartis sur les zones les plus carencées. Pour cela, elle a créé le GIP (Groupement d'intérêt public) Pro santé Centre-Val de Loire. Il participe à la création de centres de santé dans les territoires les plus fragiles et au financement de résidences dites Pro-santé, à proximité des CHU pour les étudiants en stage.

À ce jour, 45 contrats de médecins salariés ont été signés, 16 centres régionaux de santé ouverts et plus de 75 000 consultations ont été réalisées par les médecins du GIP.

Dans le Loiret, Latifa Miqyass, médecin généraliste et présidente de la CPTS (Communauté professionnelle territoriale de santé) Beauce-Gâtinais, a présenté le 7 février la nouvelle offre de « *soins non programmés* » ouverte à Malesherbes. Grâce à elle, les patients sans médecin peuvent être orientés par téléphone (0 801 90 45 00) vers

des rendez-vous assurés par sept médecins volontaires du territoire et de la région francilienne. La municipalité, dont le maire est Hervé Gaurat, a mis à disposition des locaux et effectué des travaux. Ainsi, les soins non programmés intègreront la future Maison de santé du Malesherbois. Marc Gaudet, président du conseil départemental du

Latifa Miqyass, médecin généraliste et présidente de la CPTS, et François Bonneau.

Marc Gaudet, président du conseil départemental du Loiret,

Loiret, rappelait que ce dernier « *financera l'acquisition du matériel médical dans le cadre de son appel à projets Santé innovations Loiret* ».

Faire cabinet commun

Thomas de Dreuille, 44 ans, médecin généraliste : « *Je mets plus d'ambition dans ma vie familiale que dans ma vie professionnelle.* » Praticien depuis 2008, Thomas a débuté sa carrière au sein de SOS Médecins à Paris. Dix ans de passion et cinq enfants plus tard, il choisit de quitter la capitale et ses loyers inabordables. La famille s'installe à Notre-Dame-d'Oé, petite bourgade au Nord de Tours. Il intègre un cabinet de groupe, association désormais de quatre professionnels propriétaires de leurs locaux, qui mutualisent les moyens logistiques et le temps partagé d'une assistante médicale. En société civile de moyens (SCM), les médecins partagent tout à parts égales, sans notion de chiffre d'affaires. « *Je voulais être indépendant de toute obligation, ne pas avoir de subvention, donc sans comptes à rendre à l'État.* » Cela vaut aussi pour l'organisation professionnelle. « *Chacun programme ses journées et ses vacances comme il l'entend, sans se soucier d'assurer une continuité de soins.* »
Cette installation en cabinet a permis à Thomas d'arrêter les nuits et les déplacements en voiture et de poser la sacoche, à qui il faut faire monter les escaliers. « *J'ai trouvé un nouveau confort, avec une secrétaire, des confrères et une cafetière,* s'amuse-t-il. *Soirées et week-ends en famille nous coûtent un peu cher, mais ça vaut vraiment la peine.* »

Marketing territorial

« *La santé n'est la mission ni des régions ni des départements, elle est régalienne,* rappelle Philippe Gouet, président du conseil départemental du Loir-et-Cher. *Mais les élus connaissent bien leurs territoires, c'est un avantage évident pour la reconstruction des territoires de santé.* » Son département s'est rapidement placé aux avant-postes pour attirer de nouveaux professionnels de santé en créant son agence d'attractivité du territoire. Sept personnes répertorient et proposent des terrains de stage et font découvrir aux étudiants les agréments du Loir-et-Cher pour les inciter à rester ou revenir sur les lieux de leur stage. Les maîtres de stage deviennent des ambassadeurs, et l'on peut ainsi parler de marketing territorial. La collectivité propose des logements et travaille pour cela avec les bailleurs sociaux ; octroie le prêt de voitures, et même des salaires. En 2023, près d'une trentaine d'étudiants ont bénéficié de tels avantages en Loir-et-Cher. Le département débloque aussi des bourses financières, jusqu'à 500 € par mois, durant les deux dernières années d'études médicales ou paramédicales, en contrepartie de trois années d'exercice dans le département. Une quarantaine de départements en France accompagnent ainsi l'implantation médicale, avec plus ou moins de forces financières. En Loir-et-Cher, deux personnes accompagnent les étudiants pour leur faire visiter le département, rencontrer les maires et les responsables de MSP. Un site Internet répertorie les demandes des communes et assure la mise en relation avant une aide à l'installation. Pour aller plus loin, le pack « *job conjoint* » décrit le tissu industriel pour aider les conjoints à trouver un poste dans leur activité professionnelle. Les conseillers territoriaux vont aussi dans les écoles plaider la cause du département, permettant ainsi de recruter 40 professionnels de santé en 18 mois, en ville et en campagne.

Philippe Gouet, président du conseil départemental de Loir-et-Cher.

MSP, pas à n'importe quel prix

Les premières MSP (maisons de santé pluriprofessionnelles) datent de 2005. La région Centre a même été l'un des premiers laboratoires territoriaux. Woodlyne Bazelais est IPA à Huisseau-sur-Mauve, et Delphine Rubé, médecin généraliste en MSP à Bourges. Toutes deux sont coprésidentes de la FMPS-Centre-Val de Loire, la fédération des maisons et pôles de santé de la région Centre. Elles ont signé le mois dernier une charte avec la région pour que tout projet de nouvelle MSP soit dorénavant accompagné par la FMPS et que la fédération accompagne les équipes dans leur évolution. *« La MSP valorise le travail coordonné, explique Woodlyne Bazelais. Elle est une solution, mais pas à n'importe quel prix. Ce doit être un regroupement de professionnels avec une vision cohérente de la prise en charge des patients, avec des projets validés par l'ARS. Plusieurs professions qui travaillent ensemble, qui vont vivre ensemble, pour les actions de prévention de santé. L'idée est d'accroître la qualité des soins, par des regards croisés. »* Delphine Rubé met en garde les projets insuffisamment mûrs : *« Attention,* dit-elle, *il y a aussi des coquilles vides, construites dans l'espoir de réunir des professionnels. Ça, c'est la mauvaise idée, qui mène souvent à des projets fantasques. »*

À l'origine de la MSP de Bourges, dans laquelle exerce aujourd'hui Delphine, les partenaires travaillaient sur le mode de MSP, mais hors les murs. Les six médecins, les infirmières et la secrétaire travaillaient sans se voir, mais avec l'idée d'une construction commune. *« Quand on l'a construite, on a intégré une sage-femme et une infirmière Asalée (spécialiste de l'ETP (éducation thérapeutique du patient) à qui le médecin peut déléguer certains actes, ndlr). »* Aujourd'hui, cinq ETP généralistes, une dermato, six infirmiers, une assistante médicale et un pharmacien constituent le groupe.

Woodlyne Bazelais, de la Fédération des maisons et pôles de santé, a signé une charte pour le bon développement des MSP avec François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire.

Idem à Saint-Ay, dans le Loiret, chez Woodlyne qui est dans la même démarche : *« Dans l'attente d'avoir nos murs, on est éparpillés dans la commune, mais on travaille déjà ensemble, avec des infirmières, un ostéopathe et un pharmacien. »*

Où l'on voit que la MSP ne crée pas de nouveaux médecins, mais une activité pluriprofessionnelle. Elle crée du soin et de la prise en charge, et forme autour du patient une équipe traitante.

À terme, la fédération voudrait que la MSP soit reconnue elle-même comme maître de stage, et pas seulement le ou les médecins qui exercent à l'intérieur.

Faire évoluer les IPA

Stéphanie Rist est médecin rhumatologue et députée rapporteure de la loi santé. *« Le constat ne tient pas qu'aux déserts médicaux, mais aussi à l'idée que depuis toujours le statut d'infirmière ne permet pas d'envisager d'évolution professionnelle. La France est très en retard de ce point de vue,* observe-t-elle. *Depuis 1962, les États-Unis ont su faire évoluer leurs infirmières, et en particulier leurs formations, pour qu'elles fassent plus de choses, y compris celles que seuls les médecins pouvaient faire jusque-là. On a donc choisi de porter une loi en faveur des infirmières de pratique avancée (IPA, diplômées d'un master universitaire) ».* Jusque-là, ces infirmières ne pouvaient exercer qu'à la condition que le médecin décide que le malade pouvait aller voir l'infirmière. Les médecins, qui souvent ne connaissent pas les compétences réelles de ces infirmières, n'étaient pas prompts à cela, et les infirmières ne trouvaient donc pas leur place dans le parcours de santé, en particulier en ville.

La loi prévoit donc *« l'accès direct »*, c'est-à-dire que le malade peut désormais consulter directement l'IPA, sans dépendre de l'avis du médecin, ou parce qu'il a une pathologie chronique, ou parce qu'il n'a pas de médecin à disposition immédiate. La loi donne aussi à l'IPA la possibilité de *« primo-prescrire »*, c'est-à-dire de prescrire sans l'avis du médecin certains types de médicaments qui seront définis par décret.

« Cela ne veut pas dire que l'infirmière fait ce qu'elle veut, insiste Stéphanie Rist. *Elle travaille en exercice de soins coordonnés. Le médecin reste l'expert et la pierre angulaire de ces soins. Simplement, il n'est plus vu obligatoirement en premier. »*

Les médecins n'ont pas vu cette loi d'un bon œil. Soit pour des questions culturelles, soit par crainte de perdre une part de leur patientèle, soit, enfin, par méconnaissance des compétences réelles de ces IPA. *« Mais on constate qu'une fois le lien établi avec les IPA, les plus réticents admettent l'utilité de ce lien. Je suis convaincue que cela évoluera rapidement. »* Il faut gagner du temps de médecin, et de l'évolutivité des carrières. *« Les études montrent partout dans le monde, que ce lien permet une meilleure prise en charge du malade, et bien sûr de gagner une disponibilité précieuse. »* Les patients eux-mêmes disent leur confiance dans ce système.

La loi est votée et promulguée. Les décrets qui devront préciser le mode d'application sont, quant à eux, en cours de concertation.

Jazzin' Cheverny : la renaissance d'un festival

La 14e édition du festival Jazzin' Cheverny, qui se tiendra du 30 mai au 1er juin, marque un tournant décisif dans l'histoire de cet événement. Après l'annulation de l'édition 2023 en raison de déficits financiers, le festival revient avec un nouveau souffle et une organisation repensée, tout en restant fidèle à la vision de son fondateur Luc Stampers, disparu en juillet 2021.

Sous la présidence de Jean-Yves Renaud, le festival Jazzin' Cheverny bénéficie d'une incroyable motivation de la part de tous les acteurs impliqués. Le renouveau s'articule autour d'une structure organisée par commissions, dont la commission « partenaires » se distingue par une gestion innovante : cinq chefs d'entreprises locaux en prennent les rênes, reflétant un engagement fort envers le mécénat privé. Cette nouvelle dynamique a permis la création d'un « club partenaire », initiative recommandée par ces mêmes entrepreneurs pour favoriser des rencontres régulières entre les acteurs économiques soutenant le festival. Le budget de 300 000 € est financé par les subventions (25 %), le mécénat (50 %) et les recettes issues de la billetterie et autres (25 %). Cette répartition témoigne de l'importance de l'adhésion des entreprises régionales à ce projet.

Le festival proposera deux scènes : une payante, située dans le cadre somptueux du château de Cheverny, et une gratuite, au cœur du charmant village de Cheverny. La programmation 2024 promet d'être riche et variée, mettant en lumière des artistes émergents et de renom tels qu'Ibrahim Maalouf & Les Trompettes de Michel-Ange, ainsi que Dhafer Youssef, virtuose de l'oud, offrant un jazz métissé et axé sur l'excellence instrumentale. Grâce au soutien de 70 mécènes et à l'engagement de près d'une centaine de bénévoles, l'événement espère attirer 7 000 visiteurs sur trois jours.
La renaissance de Jazzin' Cheverny témoigne de la capacité de la culture à surmonter les défis, en s'appuyant sur une communauté soudée par la passion de la musique et l'engagement envers le développement local.

Jazzin-cheverny.com

Sophie Manuel

Samuel Bachy, vice-président, et Jean-Yves Renaud, président de l'association Jazzin' (de gauche à droite).

La semaine Elles passe en quinzaine pour son anniversaire

Du 8 au 24 mars, ce n'est pas une, mais deux semaines de programmation qui vous attendent à Blois pour la 15e édition de la semaine « Elles ».

La semaine Elles a été instaurée par la Ville de Blois à l'occasion des célébrations autour du 8 mars, reconnue *« journée internationale pour les droits de la femme »*. Tous les ans, un riche programme de concerts, de conférences, d'exposition et d'ateliers est proposé, organisé par des partenaires, en premier lieu par les associations. Alors, pour marquer le coup de cette 15e édition, la ville a décidé d'étendre la semaine sur quinze jours ! Avec comme thème : *« L'effet Matilda : les inspirantes, ni vues, ni connues ! »*. Sondage : qui connaît les travaux de Mileva Einstein, de Rosalind Franklin ou encore de Trotula de Salerne ?

Magaret Rossiter, historienne des sciences, a révélé la théorie de l'effet Matilda dans les années 1980 (en référence à la suffragette et abolitionniste Matilda Joslyn Gage). Ses travaux ont démontré que de nombreuses scientifiques avaient été mises aux oubliettes, quand bien même elles étaient à l'origine d'inventions majeures, dont les mérites avaient été attribués à… des hommes ! C'est cette question de ces femmes invisibles de l'Histoire qui a inspiré la 15e édition de la semaine Elles.
Le sujet a suscité l'engouement général des partenaires organisateurs, car plus de quarante événements sont inscrits au calendrier ! Des spectacles, des conférences, des expositions, des ateliers, il y en aura pour tous les goûts : de la pièce de théâtre ironique Les règles du savoir-vivre dans la société moderne, aux conférences portant sur des méritantes comme Rose Valland (conservatrice de musée et résistante), Yasmine Moulay Brahim (princesse déchue devenue championne de billard) et Germaine Cellier (parfumeuse à succès) ; en passant par l'exposition Remarquables et invisibles Blésoises.

Bonne nouvelle, de nouveaux partenaires ont rejoint le mouvement cette année, comme La Halle aux grains, l'école ETIC, les Promenades photographiques, la délégation départementale de la sécurité publique ou encore l'école de billard ! La preuve que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes touche tous les publics et toutes les sphères de la société.

Émilie Marmion

En pratique

Retrouvez l'ensemble du programme en téléchargement sur **blois.fr/elles**
Attention, certaines manifestations sont sur réservation, notamment la rencontre avec Julie Gayet le 21 mars aux Lobis.

Julie Gayet, la marraine 2024

L'actrice et réalisatrice Julie Gayet n'a pas hésité une seconde à marrainer cette 15e édition. Elle viendra présenter en avant-première son téléfilm *Olympe*, une femme dans la Révolution, qu'elle a coproduit et dans lequel elle incarne Olympe de Gouges, une des pionnières du féminisme. Particulièrement investie, Julie Gayet est membre du Collectif 50/50 et de la Fondation des femmes. Elle est également l'auteure du livre Ensemble on est plus fortes, paru en mars 2023.

Printemps de Bourges 2024 : le festival phare de la région Centre-Val de Loire

Bourges s'anime chaque printemps au rythme de son célèbre festival musical. À cette occasion, nous avons pu échanger avec Pauline Curel, directrice adjointe du festival, qui nous dévoile les coulisses du Printemps de Bourges 2024.

Pouvez-vous nous présenter en quelques mots les grandes lignes de l'édition 2024 ?

Cette 48e édition, du 23 au 28 avril, se veut être une célébration de la musique sous toutes ses formes. Cette édition reste fidèle aux valeurs artistiques qui font l'unicité du Printemps de Bourges : création, émergence et découverte. Nous avons l'ambition de s'adresser à tous et d'éveiller les curiosités à travers nos créations originales. L'ouverture, avec la célébration de l'œuvre de Françoise Hardy, l'hommage à Kurt Cobain, ou encore le palais Jacques-Cœur transformé en palais de la poésie, illustrent notre désir de surprendre et d'embrasser toutes les esthétiques musicales. Les iNOUïS, notre sélection de nouveaux talents, esquissent également notre futur musical.

Bourges s'apprête à devenir Capitale européenne de la culture en 2028. Comment le Printemps de Bourges s'insère-t-il dans cette dynamique ?

L'annonce de Bourges comme Capitale européenne de la culture en 2028 est une formidable opportunité pour notre territoire. Le Printemps de Bourges jouera un rôle majeur dans ce projet culturel et humain extraordinaire. Pour la première fois dans l'histoire des capitales européennes, les musiques actuelles et populaires seront au cœur de l'aventure. Dès cette année, nous entamons une métamorphose pour préparer le festival à son nouveau destin européen. La grande soirée d'ouverture, place Séraucourt, sera un moment phare, ouvert à tous pour chanter, danser et rire sur les airs qui ont façonné notre imaginaire européen commun.

Pourquoi le Printemps de Bourges est-il le rendez-vous incontournable de la filière musicale ?

Le Printemps de Bourges donne le coup d'envoi de la saison des festivals avec plus de 200 concerts organisés, 600 journalistes accrédités, 75 000 festivaliers payants et 250 000 avec les spectacles gratuits… Outre les têtes d'affiche, le Printemps est le premier dispositif national de nouveaux talents, « Les iNOUïS du Printemps de Bourges Crédit Mutuel » est un programme unique de soutien au démarrage des artistes émergent·es qui attire près de 1 000 professionnels en repérage.

Printemps de Bourges 2023.

Pauline Curel, directrice adjointe du Printemps de Bourges.

Comment le festival s'adapte-t-il aux tensions budgétaires actuelles ?

Le festival subit la hausse des prix ; le transport, les cachets artistiques, les assurances… Aujourd'hui, une jauge complète ne suffit plus à rentrer dans les frais. Le Printemps de Bourges est un festival privé avec une équipe de 9 personnes à l'année et 800 salariés pendant le festival (pas des bénévoles). Son budget de 6,5 millions d'euros est financé à 25 % par les subventions, 33 % par les partenariats privés et le mécénat, et 42 % par la billetterie et autres ressources (bar, restauration…). Il faut noter que le festival est un moteur économique significatif pour Bourges et la région, générant d'importantes retombées pour l'hôtellerie, la restauration, le commerce local, et les services. Avec l'annonce de Bourges comme Capitale européenne de la culture, nous anticipons une augmentation de l'attractivité de la ville. C'est une opportunité de développement et de rayonnement sans précédent pour notre territoire.

www.printemps-bourges.com

Propos recueillis par Sophie Manuel

Un souffle de jeunesse sur le patrimoine de Blois

En janvier 2024, le château de Blois a accueilli un nouveau visage à sa tête. Bastien Lopez a été nommé directeur du château royal, de la conservation des musées et du patrimoine culturel de la Ville de Blois. Âgé de 28 ans, il prend les rênes de cette institution emblématique, apportant avec lui un vent de jeunesse et de dynamisme.

Bastien Lopez, directeur du château royal, de la conservation des musées et du patrimoine culturel de la Ville de Blois.

Diplômé de l'École du Louvre, où il s'est spécialisé dans la peinture italienne du XVIIe siècle et son collectionnisme tant en Italie qu'en France, Bastien Lopez apporte une vision fraîche et innovante à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine. Sa nomination suit le départ à la retraite d'Élisabeth Latrémolière, qui a dédié toute sa carrière au château de Blois, laissant derrière elle un héritage de haute qualité.
Avec une formation solide en histoire de l'art acquise à Paris, Bastien embrasse son premier poste de conservateur avec une belle énergie. Sa mission ? Protéger, administrer et organiser les trésors du château et du musée des Beaux-Arts de la ville, logé dans la prestigieuse aile Louis XII. Face à lui, plus de 35 000 œuvres à valoriser, un défi de taille qu'il est prêt à relever avec enthousiasme.

Ce jeune passionné d'art italien envisage déjà sa première grande exposition pour 2025, qui promet de mettre en lumière l'identité italienne du château. Mais sa vision dépasse la simple conservation : il aspire à en faire un lieu vivant, ancré dans la communauté blésoise. Les projets de médiation culturelle, notamment le prêt d'œuvres d'art aux écoles maternelles et primaires pour éduquer les plus jeunes à l'art de "lire une image", illustrent parfaitement cette volonté d'ouverture.

Ce nouveau directeur ne voit pas le château de Blois uniquement comme une destination touristique ; il le conçoit comme un espace partagé avec les habitants de Blois, un lieu d'échange et de création collective. Il projette d'organiser, entre autres, des événements liés à la vie étudiante, témoignant de sa volonté d'intégrer pleinement le château dans le tissu social et culturel de la ville.

Sa nomination coïncide avec une période de succès pour le château, qui a vu sa fréquentation augmenter significativement, avec 359 082 visiteurs en 2023 témoignant d'un intérêt croissant du public tant français qu'international. Ce succès s'inscrit dans une dynamique de long terme, la fréquentation ayant augmenté de 21 % sur les quinze dernières années.

Outre ses responsabilités au château, Bastien Lopez joue un rôle clé dans la valorisation du patrimoine culturel de la Ville de Blois. Parmi ses premiers dossiers figurent le renouvellement de la labellisation "Ville d'art et d'histoire" et la rénovation de l'aître Saint-Saturnin à Blois-Vienne, soulignant son engagement envers le patrimoine dans toutes ses dimensions.

Bastien Lopez incarne une nouvelle génération de conservateurs, pour qui le patrimoine n'est pas seulement un héritage à préserver, mais aussi un terrain de jeu pour l'innovation, l'éducation et l'inclusion. Son engagement envers une vision du musée ouverte et accessible, son intérêt marqué pour l'ancrage territorial et sa passion pour l'art et l'histoire sont des indicateurs prometteurs pour l'avenir de ce lieu. Sous sa direction, le château de Blois est prêt à entamer un nouveau chapitre de son histoire, où la jeunesse et le patrimoine marcheront main dans la main pour faire rayonner ce site exceptionnel bien au-delà de ses murs ancestraux.

Sophie Manuel

Une nouvelle ambiance caribéenne au restaurant Les Tisons

En septembre dernier, Guillaume et Yesenia Jousset ont repris le restaurant Les Tisons à La Chaussée-Saint-Victor (41) et l'ont rebaptisé Les Tisons by Punta Cana. Originaire de République dominicaine, Yesenia y a apporté une nouvelle ambiance et une nouvelle cuisine caribéenne..

Ancien musicien, Guillaume Jousset est retourné en restauration il y a une quinzaine d'années. De son côté, Yesenia est originaire de République dominicaine et est arrivée en France il y a onze ans. Gérer leur propre restaurant était dans les projets de vie du couple. Tous les deux cherchaient un local à Blois ou dans les environs. Lorsque le précédent propriétaire des Tisons décide de vendre, le couple découvre par hasard ce restaurant près de chez eux. *« On s'est projeté,* raconte Guillaume. *Nous voulions garder le nom Les Tisons. C'est une institution. »*

Une cuisine traditionnelle et caribéenne

Finalement, le couple ajoutera *« by Punta Cana »*. Cette ville de République Dominicaine rappelle ainsi les origines de la gérante. Les nouveaux propriétaires entendaient garder l'esprit de l'ancien propriétaire et une partie cuisine traditionnelle. Mais, avec ce nouveau nom, ils souhaitaient apporter un nouveau concept avec une cuisine caribéenne (rougail saucisse…) et une ambiance à la fois cocooning et latino. Ils organisent chaque mois une soirée bachata (genre musical dominicain) ouverte à tous et gratuite. Le restaurant propose pour l'occasion des planches de tapas et autres cocktails. *« Nous sommes les seuls à Blois à proposer cette ambiance latino »*, se réjouit Guillaume.

L'établissement propose une cuisine 100 % faite maison avec des produits frais. La carte est changée tous les mois ou tous les mois et demi. Chaque jour, une entrée, un plat et un dessert différents sont proposés. Le restaurant peut accueillir jusqu'à 70 couverts et compte trois salariés : Benjamin et Jérémy en cuisine, et Alice en salle. *« Recruter n'a pas été compliqué,* remarque Guillaume. *Les salaires sont élevés, nos salariés font un service, mais pas deux, et on le comprend, c'est normal. »*

Maxence Yvernault

1re banque des entreprises* pour la 14e année consécutive.

Alors forcément, on essaie de vous surprendre autrement.

BANQUE POPULAIRE
VAL DE FRANCE
+X
la réussite est en vous

*Étude Kantar PME-PMI 2023 – Banques Populaires – 1re banque des PME

Banque Populaire Val de France ▪ SA coopérative de Banque Populaire à capital variable ▪ Siège social : 9 av. Newton, 78180 Montigny-le-Bretonneux ▪ SIREN 549 800 373 RCS Versailles.